

RAPPORT DEFINITIF DE CONTRÔLE

N° 2014-068 Novembre 2015

Société anonyme d'HLM L'Avesnoise

Fourmies (59)

Rapport définitif de contrôle n°2014-068 Novembre 2015 Société anonyme d'HLM L'Avesnoise Fourmies (59)

FICHE RECAPITULATIVE DU RAPPORT N° 2014-068 **SA HLM L'AVESNOISE – 59**

Président : M. Joël Varlet

Directeur général : M. Jean-Pierre Choël Adresse: 7, Place Derigny -- 59610 Fourmies

Au 31 décembre 2013

nombre de logements familiaux gérés :

2 3 9 5

nombre de logements familiaux en propriété :

2 3 9 7

nombre d'équivalents logements des foyers en propriété :

0

Indicateurs	Organisme ⁽⁴⁾	Référence nationale	Référence organisme de même taille (5)	Source références
Évolution du parc géré depuis 5 ans (% annuel)	-0.8	nc	nc	
Bénéficiaires d'aide au logement (%)	74	50.6	58.5	(1)
Logements vacants à plus de 3 mois, hors vacance technique (%)	1	1.6	0.8	(2)
Médiane des loyers mensuels (€/m² de surface habitable)	5.06	5.59	5.38	(2)
Fonds de roulement net global à terminaison des opérations (mois de dépenses)	5			
Fonds de roulement net global (mois de	4.7	3.8	4.9	(3)
dépenses)	Quartile 3			
Autofinancement net / chiffre d'affaires (%)	8	11.7	11.9	(3)
	Quartile 1			
Taux d'impayés inscrit au bilan (% des loyers et	11.12	13.1	13.4	(3)
charges)	Quartile 2			

⁽¹⁾ Enquête OPS 2012

(5) Boléro 2013 – ratio SA et OPH – Parc inférieur à 3 000 logements

générale de l'organisme

Présentation Avec 2 400 logements, L'Avesnoise est un organisme de taille modeste qui remplit sa mission sociale d'accueil de populations défavorisées sur un secteur rural aux difficultés économiques et sociales aiguës, dans le sud du département du Nord. La société fait partie du groupe Sambre Avesnois Immobilier, rattaché au patronat local mais non contrôlé par un CIL. La société a été concernée par un projet ANRU sur Fourmies.

⁽²⁾ RPLS au 01/01/2014

⁽³⁾ Ratios Boléro 2013

⁽⁴⁾ Données organisme exercice 2013

- Points forts L'accueil d'une population particulièrement modeste
 - Un niveau de production et de réhabilitation soutenu y compris hors ANRU
 - Une évolution maîtrisée de la vacance et de l'impayé locatif dans un secteur difficile
 - Une rentabilité satisfaisante marquée par un coût de gestion contenu et un service de la dette maîtrisé

Points faibles

- · Manque d'autonomie par rapport au groupe SAI, avec risque de conflits
- Une absence de système qualité et de contrôle de gestion au niveau du GIE qui fragilisent le fonctionnement de la société
- Un suivi des réclamations à améliorer
- Une stratégie patrimoniale insuffisamment suivie par le CA et non actualisée
- Une absence d'intégration des problématiques thermiques dans la politique patrimoniale
- Un retard observé sur les obligations réglementaires liées à l'amiante
- Des outils de pilotage financiers prévisionnels insuffisants pour une société disposant d'un niveau de rentabilité modeste

Anomalies ou

 Non-respect des principes de l'ordonnance de 2005 sur la commande publique

particulières

- irrégularités Des charges non récupérables récupérées
 - Absence d'entretien d'un groupe non conventionné qui pénalise les locataires

Conclusion

La SA HLM L'Avesnoise est un organisme de taille modeste qui remplit sa mission sociale d'accueil de populations défavorisées sur un secteur rural aux difficultés économiques et sociales aiguës. Dans ce contexte fragile, la société a toutefois réussi à impulser une accélération nette de son développement et de la réhabilitation de son parc qui ont mis à contribution ses ressources.

Du fait de la faible tension de la demande sur son secteur, du développement de la vacance et des impayés qui font peser des incertitudes sur sa rentabilité prévisionnelle, la SA L'Avesnoise doit rapidement arbitrer sur ses choix de développement et d'entretien du patrimoine. L'absence de mise à jour du PSP à la clôture du contrôle, et l'insuffisante connaissance de l'état du parc sont des handicaps importants que la société doit surmonter au plus vite, pour que le conseil d'administration puisse construire une stratégie adaptée aux besoins et capacités financières de la société. Pour cela, L'Avesnoise doit se doter d'outils de pilotage plus efficients et d'un contrôle de gestion lui permettant de réaliser les arbitrages nécessaires.

L'appartenance de la SA HLM L'Avesnoise au groupe Sambre Avesnois Immobilier doit lui permettre de disposer des moyens adéquats pour conduire cette démarche, sous réserve que des modifications soient apportées dans le fonctionnement du GIE, qui est pour l'instant source de fragilité, d'erreurs et de risques financiers et juridiques pour L'Avesnoise.

Inspectrices-auditrices Ancols:

Délégué territorial, chargé de mission d'inspection :

Précédent rapport de contrôle : 2008-074 de février 2009 Contrôle effectué du 15/07/2014 au 10/04/2015 Diffusion du rapport définitif : Novembre 2015

RAPPORT DE CONTROLE N° 2014-068 SA HLM L'AVESNOISE – 59

SOMMAIRE

1.	PRI	ÉAMBULE	2
2.	PRI	ÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ORGANISME ET DE SON CONTEXTE	2
	2.1	CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ORGANISME	
	2.2	GOUVERNANCE ET MANAGEMENT.	2
	2.3	CONCLUSION DE LA PRESENTATION GENERALE	€
3.	GE	STION LOCATIVE ET POLITIQUE SOCIALE	7
	3.1	OCCUPATION DU PARC	7
	3.2	ACCES AU LOGEMENT	7
	3.3	LOYERS ET CHARGES :	9
	3.4	TRAITEMENT DES IMPAYES	10
	3.5	QUALITE DU SERVICE RENDU AUX LOCATAIRES	10
	3.6	CONCLUSION SUR L'EVALUATION DE LA POLITIQUE SOCIALE	11
4.	PA	TRIMOINE	11
	4.1	CARACTERISTIQUES DU PATRIMOINE	
	4.2	STRATEGIE PATRIMONIALE	
	4.3	RENOVATION URBAINE	
	4.4	DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE	
	4.5	MAINTENANCE DU PARC	
	4.6	VENTE DE PATRIMOINE	16
	4.7	AUTRES ACTIVITES	16
	4.8	CONCLUSION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE	16
5.	TEN	NUE DE LA COMPTABILITE ET ANALYSE FINANCIERE	17
	5.1	TENUE DE LA COMPTABILITE	
	5.2	GESTION DE LA DETTE	18
	5.3	ANALYSE FINANCIERE	19
	5.4	ANALYSE PREVISIONNELLE	25
	5.5	CONCLUSION SUR LA SOLIDITE FINANCIERE	27
6.	CO	NCLUSION	28
		TE DEC ANNEYES	20

1. PRÉAMBULE

L'Ancols exerce le contrôle de la SA HLM L'Avesnoise, en application de l'article L. 342-2 du code de la construction et de l'habitation: « l'agence a pour missions : 1° de contrôler de manière individuelle et thématique : le respect, par les organismes (...) des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables ; l'emploi conforme à leur objet des subventions, prêts ou avantages consentis par l'Etat ou par ses établissements publics et par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ; 2° d'évaluer (...) l'efficacité avec laquelle les organismes s'acquittent de la mission d'intérêt général qui leur est confiée au titre de l'article L. 411-2 (...), la gouvernance, l'efficience de la gestion, l'organisation territoriale et l'ensemble de l'activité consacrée à la mission de construction et de gestion du logement social (...)»..

Le précédent rapport de 2008 avait mis en avant l'accueil de populations très modestes, une situation financière satisfaisante et pérenne. Il avait toutefois relevé l'exercice d'activités en dehors de l'objet social, une organisation du groupe contraire à la réglementation, des irrégularités en termes d'attributions, et un non-respect de la réglementation relative à l'amiante.

Le GIE Sambre Avesnois Immobilier, la SA HLM Promocil, la SCP Logis Sambre-Avesnois et le CAL-PACT de l'Avesnois font l'objet d'un rapport de contrôle en parallèle.

Une grande partie des précisions apportées dans les réponses de l'organisme n'ont fait que confirmer les constats posés lors du contrôle. Des éléments de réponse ont été intégrés dans le présent rapport dans la mesure où ils apportaient une précision sur les actions engagées suite au rapport provisoire, ou dans le cas où elles exprimaient un désaccord persistant de l'organisme avec le fond du rapport.

2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ORGANISME ET DE SON CONTEXTE

2.1 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ORGANISME

Au 31/12/2013, la SA HLM L'Avesnoise comporte près de 2 400 logements implantés sur le sud de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, et sur celui de Cambrai, dans le département du Nord, dispersés sur 43 communes.

Au sein de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, certaines communes subissent des taux de pauvreté très élevés (38% à Avesnes, 37% à Fourmies...contre 15% au niveau national). Mais aucun secteur n'est classé en ZUS dans le patrimoine de L'Avesnoise.

La tension de la demande sur ce secteur rural est relative : à fin 2014, le système national d'enregistrement (SNE) totalise 2 500 demandes de logement social sur les quatre communautés de communes sur lesquelles L'Avesnoise est implantée.

2.2 GOUVERNANCE ET MANAGEMENT.

2.2.1 Le Groupe Sambre Avesnois Immobilier : présentation

Le groupe Sambre Avesnois Immobilier (SAI) intervient dans le sud du département du Nord, sur les territoires de la Sambre, de l'Avesnois et partiellement du Cambrésis. Les différentes structures du groupement actuel sont complémentaires et leurs activités concourent au développement du logement social dans leur secteur d'intervention.

Il est composé exclusivement d'organismes dédiés au logement social et très social :

- Une holding de gouvernance, association ADELA (Association pour le Développement du Logement dans l'Avesnois);
- Une SA d'HLM de près de 11 000 logements, Promocil, qui intervient sur le bassin de la Sambre et le Cambrésis;
- Une autre SA d'HLM de 2 400 logements, l'Avesnoise, qui intervient principalement sur les secteurs de Fourmies et d'Avesnes-sur-Helpe;
- Une société coopérative de production, Logis Sambre-Avesnois;
- Un GIE de moyens, Sambre Avesnois Immobilier (SAI), qui regroupe l'ensemble du personnel travaillant pour les sociétés d'HLM;
- Une association dont l'objet social est principalement le logement et l'intermédiation locative auprès des populations les plus démunies, le CAL-PACT de l'Avesnois.

Contrairement à ce qu'indique l'organisme dans sa réponse, le contrôle distingue bien le groupe SAI et le GIE qui en est un des membres.

Le Président, dans son courrier de réponse, évoque une évolution de l'organisation du groupe, qui doit être étudiée par les instances de gouvernance.

2.2.2 Les relations entre les membres du groupe

L'Avesnoise détient en majorité la SA Promocil (54%). L'Avesnoise est elle-même majoritairement détenue (69%) depuis fin 2011 par l'Association ADELA. La société n'est donc pas contrôlée par un collecteur, même si ASTRIA est présent au capital (25%). (cf. annexe 4)

Les 2 SA et la SCP sont membres du GIE, qui comporte 195 salariés. L'Avesnoise contribue à hauteur de 17% de la redevance au GIE.

Malgré quelques modifications intervenues dans la structure du groupe, l'organisation actuelle génère toujours une absence d'autonomie de la SA L'Avesnoise par rapport au groupe Sambre Avesnois Immobilier, et des risques de conflits d'intérêts.

La SA L'Avesnoise ne dispose d'aucun personnel. C'est le GIE SAI, membre du groupe SAI qui gère l'ensemble des activités des SA et de la SCP, qui prend les décisions de gestion. Il ne revêt donc pas un caractère auxiliaire (article L. 251-1 du code de commerce). Les directeurs généraux ne sont pas rémunérés pour leur mandat social, mais en tant que directeurs du GIE..

La société n'est pas autonome dans l'élaboration de sa stratégie ni dans son pilotage : le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)est unique à l'échelle du groupe et non propre à chaque société ; l'étude prévisionnelle et les orientations stratégiques ont été débattues lors d'un conseil d'administration commun aux 2 SA . Des commissions composées d'administrateurs des deux sociétés ont défini les politiques en terme d'attributions et de ventes, que le conseil d'administration a approuvé par la suite sans débat, et qui sont identiques pour les deux SA. Il n'y a aucune analyse de la prestation du GIE qui puisse être donnée aux administrateurs de manière indépendante du GIE lui-même.

L'organisation génère par ailleurs des risques de conflits d'intérêts :

- 8 personnes physiques ou représentant une personne morale cumulent des mandats dans au moins deux entités du groupe. En particulier, chacune des fonctions de président, de directeur général et de directeur général délégué est exercée par la même personne au sein des 2 SA et de la SCP. Les directeurs généraux sont les directeurs du GIE, et administrateurs du CAL-PACT. Le Président des 3 sociétés et du CAL PACT est aussi l'administrateur unique du GIE en tant que représentant de la SA Promocil.
- Le PACT de l'Avesnois est attributaire des marchés de réalisation des diagnostics de performance énergétique (DPE) de chacune des SA, en infraction avec l'article L. 271-6 du CCH puisqu'il y a un lien entre le prestataire et les commanditaires : un président commun,

les directeurs généraux des SA sont administrateurs de l'association. La société indique qu'une nouvelle procédure de mise en concurrence a été relancée en 2015.

2.2.3 Gouvernance de la société

Plusieurs modifications au sein de la gouvernance sont intervenues au cours de la période contrôlée :

- Au 1^{er} janvier 2008: M. Joël Varlet renonce à la direction générale de la société. Le conseil d'administration du 10 octobre 2007 nomme M. Jean-Pierre Choël en tant que directeur général
- Jusqu'en 2012; la présidence de la société a été assurée par le conseil d'administration du 10 octobre 2012 nomme M. Joël Varlet en tant que président.
- Le CIL Sud 59 a transféré ses actions à ASTRIA en 2010, qui est de ce fait devenu propriétaire de 18% du capital. La présence au sein du conseil d'administration d'un représentant d'ASTRIA au cours de l'année 2010 n'était pas régulière puisqu'il n'avait pas été nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire (article L. 225-18 du code de commerce).
- Jusqu'en 2011 la SARL Sambre Habitat détenait 70% de L'Avesnoise. Suite à la dissolution de Sambre Habitat le 14/12/2011, ses actions ont été transférées à ADELA principalement, qui est devenu l'actionnaire de référence, et à ASTRIA.

Le conseil d'administration ne comporte aucun administrateur au titre du collège 2° du I. de l'article L. 422-2-1 du CCH, celui des collectivités locales.

Le conseil d'administration n'exerce pas pleinement ses prérogatives et ne définit pas clairement ses délégations.

- Le conseil d'administration n'a pas défini le périmètre de décision accordé au Comité Stratégique d'Investissement (CSI) du groupe mis en place en 2007, qui comprend les présidents des 3 sociétés HLM (SA et SCP) et les directeurs généraux, et qui évoque et valide des projets sensibles des 3 sociétés préalablement à la tenue des conseils, particulièrement en matière de gouvernance financière. De même, les projets ANRU et un projet d'acquisition conséquent (1 800 logements) auprès d'un autre bailleur social ont été validés d'abord par le CSI. Dans sa réponse, la SA L'Avesnoise indique que le conseil d'administration va revoir le rôle et le fonctionnement de ce comité stratégique d'investissement.
- Le conseil d'administration ne donne aucun cadrage à son représentant au sein du GIE, et celui-ci ne fait aucun retour au conseil de ce qui est évoqué ou décidé lors des assemblées du GIE, une seule fois par an. Depuis 2013, le rapport de gestion ne détaille plus la redevance de gestion due au GIE SAI, ce qui ne permet plus d'analyser dans le détail la décomposition de la prestation et son prix de revient, et limite donc le contrôle de la SA sur le GIE.(cf. annexe 12).
- Contrairement aux dispositions de l'article 17 des statuts, et de l'article L. 225-56 II du
 code de commerce, le conseil d'administration n'a pas défini l'étendue ni la durée de la
 délégation du directeur général délégué. Dans les faits il n'y a pas de distinction réelle des
 fonctions de directeur général et de directeur général délégué.
- Si la décision de ne pas rémunérer les mandats sociaux du directeur général et du directeur général délégué a bien été prise par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L 225-53 du code de commerce, comme le rappelle l'organisme ; le fait que ceux-ci ne perçoivent un salaire et des avantages en nature uniquement du GIE en tant que directeurs de celui-ci, constitue un détournement de l'esprit de la réglementation et des principes de bonne gouvernance qui impliquent a minima une information des administrateurs de la SA sur ces rémunérations et avantages.

- L'organisme ne respecte pas les dispositions de l'ordonnance 2005-649 et du CCH concernant les marchés et méconnaît les principes de liberté d'accès à la commande publique, de transparence et d'égalité des candidats (article 6 ordonnance 2005-649).
- Absence de mise en concurrence pour le choix des maîtres d'œuvre, et toutes prestations intellectuelles (y compris le commissaire aux comptes).
- Aucune computation des seuils n'est réalisée. En gestion locative, les travaux d'entretien courant gérés par les agences sont commandés isolément, sans vérification des seuils de procédure.
- Les choix des entreprises lors des appels d'offres ne sont pas effectués sur la base des différents critères indiqués dans les règlements de consultation. Les procès-verbaux des commissions d'appel d'offres (CAO) n'évoquent que le seul critère financier et la CAO choisit le moins disant.
- Le conseil d'administration n'a pas défini le principe de fonctionnement de la CAO (article R. 433-6 CCH), il ne fait que déterminer sa composition mais sans définir l'étendue de ses pouvoirs ni ses règles de fonctionnement. Aucun règlement intérieur de la CAO n'a pu être fourni par l'organisme.
- Le rapport annuel d'exécution des marchés fourni au conseil d'administration ne présente pas les sommes réellement versées et les écarts éventuels (article R. 433-6 CCH). Les avenants ne sont pas portés à la connaissance du CA ni de la CAO.

La fonction marché n'étant pas centralisée en support, il y a une hétérogénéité des pratiques, des documents, et aucun contrôle ni vision globale. On note l'existence de directives marchés différentes selon les services.

Les éléments de réponse de l'organisme confirment les constats posés par le contrôle, et donc les infractions par rapport aux règles de la commande publique.

2.2.4 Stratégie

La stratégie de la société est celle affichée pour le groupe; elle est donc tournée vers la requalification du parc, et prévoit une accélération modérée du développement du patrimoine.

Au travers de deux conventions, 11% du patrimoine est impacté par l'ANRU.

La convention d'utilité sociale (CUS) 2011-2016 affiche une volonté de repositionnement de l'offre locative, visant l'adaptation, la pérennité, la qualité du bâti et un développement centré sur de petites unités locatives, avec un objectif de production limité à 30 logements/an (contre 20 livraisons/an sur la période de contrôle précédente), et de réhabilitation lourde de 200 logements sur la durée de la CUS. Elle a également procédé à la remise en ordre des loyers maximaux.

La volonté affichée dans la conduite de ces projets est de maintenir un autofinancement HLM supérieur à 6% et un service de la dette plafonné à 50% du chiffre d'affaires.

2.2.5 Organisation et management

L'absence de système qualité et l'insuffisance du contrôle interne au sein du GIE fragilisent le fonctionnement de la société, et s'avèrent sources de risques pour la SA L'Avesnoise.

La validation des décisions est souvent orale et non formalisée. Les quelques procédures mises en place présentées dans le cadre du contrôle ne correspondent pas à une démarche d'ensemble pilotée par la direction sur la base d'une cartographie des risques. Certaines procédures sensibles ne sont pas traitées telles que celles relatives aux autorisations et habilitations sur les comptes bancaires, règle d'usage des moyens de paiement, modalités de sécurisation de la chaîne de la dépense... De plus les délégations de signature ne comportent pas de cadrage financier des montants qui engagent la société, mais sont

seulement définies par type de document. Les circuits de validation des dépenses supplémentaires des opérations de construction neuve ne sont pas clairs.

- Le manque de procédures écrites conduit à des pratiques au cas par cas sans principes actés (cf. régularisation des charges, réparations locatives), qui ne garantissent pas la transparence ni l'égalité de traitement des locataires. Ces fonctionnements ne sont pas validés par le conseil d'administration. Il en va de même en matière de politique de prix pour les ventes de logements.
- Le contrôle de gestion est insuffisant. Les seuls éléments chiffrés présentés sont relatifs aux évolutions des impayés et de la vacance et sont essentiellement destinés à l'animation des agences..

Les développements qui suivent illustrent à plusieurs reprises cette observation.

Ce manque de formalisation et de contrôles amène à de multiples dysfonctionnements et confusions. Ont ainsi été relevés les faits suivants :

- Le GIE a passé en son nom le 17 décembre 2012 un marché d'entretien des chaudières individuelles, convecteurs à gaz, chauffe-eau gaz, VMC gaz et panneaux solaires, sur le patrimoine des deux sociétés; sans autorisation donnée par ces structures pour agir en leur nom, ni de convention de groupement de commande;
- Des règlements internes marché ont été établis sous le timbre du GIE; la SA Promocil ne dispose pas d'un règlement pour ses propres achats sous les seuils de procédure formalisée (art. 10 décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005), ce sont ceux du GIE qui lui sont appliqués; l'organisme s'engage à établir une procédure pour chaque entité
- Les commissions d'attribution de logements (CAL) de L'Avesnoise attribuent des logements de Promocil (ex : groupe Promocil n°6280 à Sains du Nord), et inversement (ex : groupe Avesnoise n°22 Les Jonquilles à Landrecies), alors qu'il n'y a aucune délégation de la gestion de ces logements;
- Le marché passé par Promocil en 2012 pour le contrôle quinquennal des ascenseurs de son parc inclut 2 appareils situés dans le parc de L'Avesnoise. Dans sa réponse, l'organisme indique qu'une mise en conformité est en cours.
- La commission paritaire, instance de concertation avec les locataires, est commune aux deux sociétés. Un forfait mensuel de 6€ est facturé aux locataires des 2 sociétés pour le recours à un contrat multi-services, mais seul l'accord collectif autorisant ce contrat signé par Promocil a pu être fourni;
- La ventilation des factures entre le GIE et ses membres apparaît aléatoire sur certains postes. Ainsi, le GIE a pris en charge directement des remboursements de frais de déplacements des administrateurs des SA (pièce 2013-00001033 ou 2013-00001029).

2.3 CONCLUSION DE LA PRESENTATION GENERALE

Malgré un parc peu développé, L'Avesnoise est un opérateur incontournable sur son territoire d'intervention, marqué par de grandes fragilités économiques et sociales.

Il s'agit de la plus petite des SA du groupe Sambre Avesnois Immobilier La société et son conseil d'administration ne disposent pas d'une réelle autonomie vis-à-vis du groupe, étant donné le mode d'organisation adopté qui concentre l'intégralité des moyens en personnel au sein du GIE et cumule les mandats sociaux des dirigeants. De plus l'absence de cadrage et de pilotage au sein du GIE pénalise le fonctionnement et la qualité du service rendu à L'Avesnoise. En particulier, la fonction « marchés » doit être revue.

3. GESTION LOCATIVE ET POLITIQUE SOCIALE

Le service gestion locative du GIE SAI est en charge de toutes les enquêtes et produit de nombreuses analyses et statistiques sur l'occupation du parc, la demande, la vacance, les impayés à destination principalement des 2 agences. Des tableaux de bord semestriels détaillés sont également fournis à la direction générale. Le parc se répartit sur les agences de Fourmies et de Caudry.

3.1 OCCUPATION DU PARC

La population logée par la SA L'Avesnoise présente un profil particulièrement modeste (80% des ménages sous les plafonds PLAI), nettement plus que la moyenne départementale. Ce caractère semble s'accentuer encore entre 2012 et 2014 puisque la part des ménages sous 20 % des plafonds PLUS progresse encore.

On relève une part de ménages isolés très importante, près d'un locataire sur deux, en décalage avec la structure du patrimoine à forte proportion de logements individuels et composée d'un tiers de petites typologies (F1 et F2).

Sources: OPS 2009/2012

	Personnes		Ménages 3 enfants	Revenus	Revenus	_	énéficiaires
Ensemble des ménages	Isolées _J	parentales	et +	< 20%*	<60%* Reve	nus>100 %	APL+AL
Dpt du Nord 2009	37	17,9	11,7	20,8	69,3	4,7	
SA 1'Avesnoise 2009	47,3	23,4	11,9	40,0	81,4	3,4	68,1
Dpt du Nord 2012	37,9	17,4	11,1	21,1	63,6	7,8	56,9
SA l'Avesnoise 2012	49,6	22,7	10,6	36,8	78,2	5,2	
SA L'Avesnoise 2014 (chiffres organisme)	47	25		39	80	4	71

^{*} modification à la baisse des plafonds de ressources de 10% intervenue en 2010

Le taux de rotation reste important, même s'il continue à décroître : il est de 13,4% en 2013. Le taux de vacance non technique demeure faible pour un secteur détendu, mais il semble progresser dernièrement : au 31/12/2013 il est de 1% à plus de 3 mois, soit au niveau de la moyenne régionale 0,9% (RPLS au 01/01/2013), et de 0,45% à moins de 3 mois.

3.2 ACCES AU LOGEMENT

Il existe deux commissions d'attributions, une par agence.

3.2.1 Connaissance de la demande

Les dates de réception des formulaires figurent rarement dans les dossiers contrôlés. Le logiciel de gestion ESTIA est interfacé avec le SNE, le contrôle des radiations est effectué.

Les pratiques observées de sélection des candidats ne sont pas homogènes, et ne garantissent pas toujours une analyse équitable de toutes les demandes potentielles en instance inscrites au fichier national, du fait des méthodes de travail avec certaines communes, associées en amont des CAL à la sélection des dossiers à examiner.

La tension sur le territoire étant faible, il n'est pas toujours possible de proposer trois candidats pour un logement. C'est une difficulté croissante sur les grandes typologies en collectif, et sur les secteurs ruraux où les services de proximité ont disparu. C'est pourquoi une fonction commerciale se développe pour aller prospecter au-delà des réseaux traditionnels.

3.2.2 Politique d'occupation du parc de l'organisme

A la suite du précédent rapport, une commission de déontologie formée d'administrateurs a réfléchi aux pratiques en matière d'attribution. La commission a conclu de ne pas arrêter d'orientations en la matière, et de se limiter aux priorités données par l'article L. 441-1 du CCH. Le conseil d'administration a validé ces conclusions.

L'absence d'un cadrage plus précis de la politique d'attributions, cumulée à la nonformalisation des méthodes de sélection, aboutissent à des définitions variables des priorités et des urgences, ce qui n'est pas un gage de cohérence du traitement des demandes.

La connaissance du parc de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite est morcelée et non tracée dans l'applicatif, ce qui ne permet pas d'assurer la priorité à ce type de demandes comme prévu au R. 441-4 du CCH.

La CUS permet à L'Avesnoise de déroger aux plafonds de ressources à hauteur des plafonds PLS ou PLI selon les groupes, sur 91% de son parc, en vertu des dispositions de l'article R. 445-8 du CCH, dans le but de favoriser un rééquilibrage du peuplement. Cette possibilité a été très peu mobilisée.

3.2.3 Gestion des attributions

Des irrégularités demeurent dans le fonctionnement des CAL et en matière d'attributions (art. L. 441-2 du CCH).

- Absence de règlement intérieur des CAL, malgré l'obligation du R. 441-9 IV du CCH.
 L'organisme répond qu'un projet de règlement intérieur sera soumis au conseil d'administration.
- Le délai minimum de 10 jours pour la réponse du candidat retenu prévu par l'article R.
 441-10 du CCH n'est pas respecté. Dans la pratique l'applicatif laisse 5 jours de réponse.
 L'organisme s 'engage dans sa réponse à corriger ce délai.
- Des attributions sont réalisées depuis 2014 hors CAL : par « avenants » ou par téléphone, postérieurement à la réunion de la commission.
- Les DPE ne sont pas fournis aux locataires à la signature des baux. (L. 134-3-1 CCH).
 Contrairement à ce qu'indique l'organisme dans sa réponse, les états des risques naturels et
 technologiques ne sont pas non plus remis aux locataires, comme en atteste la liste des
 pièces du dossier de location. L'organisme indique qu'une instruction sera diffusée pour y
 remédier.

Depuis le précédent contrôle, un suivi des contingents réservataires Etat et, plus récemment Action Logement, a été mis en place. L'Avesnoise répond correctement aux sollicitations concernant le contingent préfectoral, qui sont peu nombreuses sur le secteur, avec 1 à 5 relogements effectués à ce titre par an, et jusqu'à 10 en 2014. L'organisme participe activement aux dispositifs locaux du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD). Depuis 2014, la consultation des publics prioritaires pour le relogement se fait via SYPLO.

3.3 LOYERS ET CHARGES:

3.3.1 Les loyers pratiqués

Le niveau des loyers de L'Avesnoise est faible : $5,1\ /m^2$ SH en moyenne pratiqué à L'Avesnoise en 2013, contre $5,4\ /m^2$ SH en moyenne dans le département du Nord ou dans les communes rurales du département.

L'évolution des loyers pratiqués correspond aux maxima imposés par la réglementation depuis 2011, sans faire l'objet de modulation au sein du parc, même après la signature de la CUS avec la remise en ordre des loyers maximaux.

	2009	2010	2011	2012	2013	Cumul 2009/2013
Recommandation/ Limitation imposée par l'Etat	+ 2,38%	1,00%	1,10%	1,90%	2,15%	+ 8,8%
hausse des loyers appliquée par la SA L'Avesnoise	+ 2,8%	+1,5%	+1,1%	+1,90%	+2,15%	+ 9,8%

Il n'y a pas de politique de loyers à la relocation, et surtout aucune augmentation de loyers pratiquée lors des opérations de réhabilitation, que ce soit dans le cadre de l'ANRU ou non. La politique d'évolution des loyers reste donc contenue, mais sans adaptation des niveaux de loyer au niveau de service rendu.

La remise en ordre des loyers maximaux a concerné 95% du patrimoine, et a été modulée assez largement, de –29% jusqu'à +49% du loyer au m² de surface habitable. Le plus gros collectif de la société, 120 logements de « La Bergerie » à Fourmies a ainsi vu son loyer plafond relevé de 46%, avec une modulation importante des loyers par logement.

L'écart loyers pratiqués/loyers plafonds était de 15% au moment de la remise en ordre des loyers, il est aujourd'hui de 13%.

Aucun dépassement de plafonds sur les conventions postérieures à 2005 n'a été détecté.

Le niveau du loyer maximum n'est pas indiqué sur les quittances (art. R. 445-13 du CCH). Dans sa réponse, l'organisme indique que l'information sera rajoutée.

3.3.2 Les charges

La récupération des charges est conduite dans une logique favorable aux locataires, avec 3 régularisations par an : 2 pour l'eau, et une pour les autres charges. La provision globale pour 2013 est de 101,45 % du réel, ce qui est donc très ajusté. Un suivi tarifaire du chauffage et de l'eau a été mis en place mais il n'y a pas d'observatoire des charges.

La société prend à son compte, en plus de la vacance, les régularisations de charges trop importantes pour les locataires. Cette pratique n'est toutefois pas encadrée par des principes définis.

Des charges sont facturées de manière irrégulière aux locataires car ne figurant pas dans les charges récupérables au sens du décret n° 87-713 du 26/08/1987.

Il s'agit:

- des dépenses d'encadrement des gardiens à hauteur de 10%, le service n'étant pas assuré en régie mais par le personnel du GIE SAI (article 2 du décret);
- du forfait mensuel de 6 par logement pour le contrat multi-services qui n'est basé sur aucun accord collectif;
- des pénalités pour rejet de prélèvement automatique du loyer : cette pratique contrevient également aux dispositions de la loi du 6 juillet 1989 dans son article 4 alinéa p qui interdit de mettre à la charge du locataire des amendes ou des frais de relance ;

La pénalité de retard de paiement des loyers de 5 % l'an prévue dans le cahier des charges et condition de location n'est pas non plus régulière. Elle n'est toutefois pas appliquée. L'organisme s'est engagé en cours de contrôle à la supprimer du document

3.4 TRAITEMENT DES IMPAYES

3.4.1 L'organisation et la gestion du recouvrement

L'organisation mise en place est performante. Elle associe les agences pour la partie amiable et le service contentieux de la gestion locative, qui se réunissent régulièrement. Les chargés de contentieux disposent d'une grande liberté d'action et d'initiatives dans les actions de recouvrement.

La politique de l'organisme sur les impayés est très sociale : la mutation est une des premières actions proposée dès les premières difficultés de paiement, lorsque c'est pertinent, pour éviter aux locataires d'augmenter leur dette.

De plus, suite aux états des lieux de sortie, les réparations à la charge du locataire ne sont généralement pas recouvrées au-delà du dépôt de garantie. Cette pratique dont la vocation sociale est non négligeable et non contestée, n'est pas encadrée par une procédure précise ni des critères définis. L'examen au cas par cas n'apporte pas de garantie d'égalité de traitement des dossiers. Aucune information n'est donnée au conseil d'administration sur ces créances jugées « irrécouvrables », dont l'organisme ne chiffre pas le montant.

3.4.2 L'importance et l'évolution des impayés

L'APL solvabilise 64% des loyers de janvier 2014.

Sur l'ensemble de la période, le niveau des impayés reste inférieur à la médiane. Il atteint 11,5% en 2012 soit 1,2 point en dessous du référent national.

Toutefois, l'impayé apparaît comme un point de fragilité non négligeable pour la période à venir.(cf. annexe 11). En effet, si le niveau du stock est maîtrisé grâce à une politique comptable prudentielle (cf. annexe 8), le rythme d'évolution très soutenu des créances locatives montre qu'en dépit de la bonne gestion de l'organisme, les difficultés économiques deviennent plus prégnantes notamment avec l'augmentation forte des dossiers de redressement personnel (multipliés par 4,5 entre 2009 et 2013).

Evolution du stock d'impayés sur la période

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Total stock impayés	927	1 128	1 243	1 304	1 284
Soit en % des loyers et charges quittancés	8,61%	10,38%	11,38%	11,49%	11,12%
Médiane nationale (B14)	12,24%	12,17%	12,40%	12,70%	
Ecart AVESNOISE par rapport à médiane	-3,63%	-1,79%	-1,02%	-1,21%	
Evolution des créances locatives Avesnoise / loyers totaux	1	2,8%	2,0%	1,3%	1,4%
Médiane nationale (B3)		0,98%	1,00%	1,20%	

Evolution des créances irrécouvrables - admission en non-valeur

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Admissions en non-valeur	97	99	90	183	143
soit en % des loyers et charges quittancés	0,91%	0,91%	0,82%	1,62%	1,24%

3.5 QUALITE DU SERVICE RENDU AUX LOCATAIRES

Les chargés de clientèle des agences représentent le contact privilégié avec le locataire, depuis l'attribution jusqu'à la sortie du logement. Ils font ensuite appel aux interlocuteurs dédiés au sein du GIE (chargé de patrimoine, régie, gardiens...) ou à des prestataires extérieurs, et gèrent notamment tout le volet impayé pré-contentieux.

Le suivi du traitement des réclamations locataires reste à améliorer.

Les délais d'intervention du service patrimoine ont été importants en 2013 : 63 jours en moyenne pour procéder aux visites techniques, ce qui n'est pas satisfaisant pour les locataires et qui s'avère deux fois plus long que sur la seconde SA HLM du groupe (source : données patrimoines ...). Bien que les enquêtes de satisfaction auprès des locataires soient très favorables, le contrôle a mis en évidence des dysfonctionnements dans la coordination entre le service patrimoine qui préconise des interventions et les agences chargées de les mettre en œuvre. De nombreuses réclamations « sans suite agence » ont ainsi été relevées dans les données ESTIA, sans justification apportée. Aucun archivage des réponses apportées aux locataires dans ce cas de figure n'est réalisé.

Les gardiens constituent également des interlocuteurs de terrain pour les locataires. Le nettoyage est assuré par des agents d'immeuble ou confié à un prestataire. La visite de patrimoine réalisée a révélé un bon niveau général de propreté des espaces communs. Les travaux sur les parties communes devraient néanmoins intégrer systématiquement l'amélioration des conditions de travail du personnel d'entretien (points d'eau chaude, accès WC...).

La concertation locative est une tradition forte au sein de la société : un système de délégués résidentiels réunis en conseils d'agences puis en commission paritaire a été mis en place avant même les dispositions de la loi Méhaignerie de 1986, et perdure. Quatre sous-commissions ont été créées qui permettent d'associer directement les délégués résidentiels aux décisions de l'organisme. La participation active des locataires à ces instances indique la performance de ce dispositif.

3.6 CONCLUSION SUR L'EVALUATION DE LA POLITIQUE SOCIALE

L'Avesnoise remplit totalement son rôle de bailleur social de par la population accueillie sur un secteur en difficulté, un niveau de loyer faible, et la politique menée dans le cadre des impayés et des loyers après réhabilitations.

La gestion locative doit toutefois être améliorée dans ses méthodes pour supprimer les irrégularités en matière d'attributions et de charges récupérables. L'organisation du suivi des réclamations doit être revue pour rendre un service plus rapide et efficace.

4. PATRIMOINE

4.1 CARACTERISTIQUES DU PATRIMOINE

L'âge moyen du parc est peu élevé : 23 ans. 52,6% du parc de logements est composé d'individuels. Les logements non conventionnés représentent 8,4% du patrimoine (203 logements).

Le parc de L'Avesnoise a diminué sur la période de contrôle, du fait de la reconstitution partielle des logements démolis dans le cadre des projets ANRU (58%).

Tableau évolution du patrimoine

En nbre de logts	2009	2010	2011	2012	2013 Cumul 2009/2013	
Total logements gérés par l'organisme :	2 496	2 523	2 371	2 382	2 395	
Logements familiaux mis en service	63	32	72	13	14	194
Logements cédés	-2	-5	-7	-2	-1	-17
Logements démolis	-6	0	-217	0	0	-223
Solde	+55	+27	-152	+11	+13	-46

Source: états règlementaires

4.2 STRATEGIE PATRIMONIALE

Le PSP du groupe SAI, remis à jour en 2009, vise un repositionnement qualitatif du parc en tenant compte des capacités financières de l'organisme. Il a identifié un besoin théorique d'entretien à hauteur de 60 M sur 10 ans, mais sans le décliner par société. Sur 37% du parc du groupe, une stratégie « d'effort technique » avait été adoptée, avec des cibles pour des interventions prioritaires en année 1 et 2.

La CUS 2011/2016 confirme l'ancrage territorial de la société, et un repositionnement de l'offre locative vers de petites unités, avec un objectif de production de 180 logements sur la période, soit 30 par an en moyenne. Une priorité sur le développement durable a également été affichée. La politique de vente reste très mesurée (3 commercialisations par an).

4.3 RENOVATION URBAINE

L'Avesnoise a été concernée par deux projets ANRU, dont l'un pour une démolition sans reconstitution de l'offre. Les dernières mises en service sur Fourmies interviennent fin 2014, les projets sont donc terminés.

En nbre de logts	Démolitions
Fourmies	182
Aulnoye-Aymeries	41
Total	223
Taux avancement fin 2014	100%

L'Avesnoise n'est plus concernée par les futurs projets de rénovation urbaine.

4.4 DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE

Le service développement du GIE SAI gère les constructions nouvelles et les acquis-améliorés.

4.4.1 Rythme de construction depuis les 5 dernières années et objectifs de production

Type de Financt	Nbre de logts	SH / logt	Prix de p rev./logt	rix de rev./ m² de SH	% Ch. fonc. / p. de rev.	Prévisions livraisons 2014	Prévisions livraisons 2015	dates MES non précisées
PLUS	9	83	199 227	2 396	19,4%	10		6
PLAI	24	67	101 709	1 515	8,0%	4	1	2
PLUS_AA	43	68	114 373	1 691	13,9%		2	2
PLAI_AA	11	103	178 403	1 734	11,8%		2	
ANRU_AA	2	69	158 282	2 309	30,7%			
ANRU	103	71	112 804	1 579	11,5%	28		
Total ou moyenne	192	72	120 100	1 659	12,5 %	42	5	10

Le rythme de construction a presque doublé par rapport à la période de contrôle précédente : 192 logements livrés contre 103 auparavant. L'ANRU a représenté plus de la moitié des mises en service sur la période contrôlée. L'offre nouvelle nette reste limitée, ce qui semble correspondre à la faible tension du secteur. Les perspectives de mises en service actent un ralentissement de la production, ce qui ne permettra pas d'atteindre les objectifs fixés dans la CUS mais semble plus cohérent avec la réalité du territoire.

Les prix de revient moyens sont faibles, mais s'avèrent très fluctuants selon les produits et les opérations : de 1 129 /m² de SH, jusqu'à 3 041 /m² de SH (ex : programme 103 à Marbaix-d'après les données fournies par l'organisme). L'organisme explique ces variations par des aléas de chantier ou des contraintes réglementaires générant des surcoûts (accessibilité, sismicité...). On note toutefois qu'aucun logement BBC n'a été produit.

En moyenne sur la période contrôlée, l'organisme apporte 6% de fonds propres sur les opérations neuves.

4.4.2 Capacité de l'organisme à construire ou acquérir des logements

L'organisme dispose, via le GIE, d'une équipe compétente et maîtrisant techniquement les projets de construction. Des analyses urbanistiques sont développées très en amont pour aider à apprécier la pertinence des projets neufs.

Une réorganisation a été opérée au sein du service développement du GIE pour faire face à l'accroissement des plans de charge avec les projets ANRU, l'offre nouvelle et la tornade de 2009. Le pôle financier « neuf » a été transféré au service comptabilité (cf. §6.1.1), et une chargée de mission « ANRU » a été nommée.

Le pilotage de l'activité maîtrise d'ouvrage nécessiterait toutefois de s'appuyer sur des outils et des indicateurs plus développés : les informations financières disponibles ne sont pas sollicitées ni exploitées pour suivre le respect du coût d'objectif et l'impact sur les équilibres d'opération, tout comme le respect des délais de chantier ne sont pas observés (alors qu'on relève 22% des chantiers dont la durée a été supérieure à 2 ans). Il n'y a pas de traçabilité des revues de projets et des décisions arrêtées, permettant un suivi global régulier et par opération. Ce manque de formalisation des méthodes et de capitalisation d'expérience s'avère dommageable pour l'organisme en cas de mouvements de personnel ou d'arrêt maladie.

L'absence de réserves foncières accroît à l'avenir la dépendance de la SA par rapport aux collectivités territoriales pour son développement.

Le recours au GIE ISA, puis SAI (dénommés BET), comme maître d'œuvre des opérations d'acquis amélioré, est contraire aux dispositions de l'article 6 de la loi MOP n° 85-704 du 12 juillet 1985.

Il n'est pas possible d'être à la fois maître d'œuvre et conducteur d'opération sur la même opération.

Les contrats passés avec les BET, donc les GIE, sont des conventions réglementées qui n'ont pas été autorisées par le conseil d'administration ni validées par l'assemblée générale.

4.5 MAINTENANCE DU PARC

Au sein du GIE SAI, le service patrimoine est en charge de la maintenance et des réhabilitations du parc existant. Il comporte une régie de faible importance appelée à disparaître à terme, qui intervient à la demande des agences sur l'entretien courant.

Il est relevé un effort de formalisation des procédures plus important sur l'activité de maintenance, mais qui reste à développer et à harmoniser.

L'entretien et la réhabilitation du patrimoine sont insuffisamment évalués par le conseil d'administration.

Le CA n'est pas en position de faire une évaluation continue du PSP qu'il a lui-même approuvé en 2009. Il valide ponctuellement les plans de financement et la programmation des réhabilitations, sans vision globale de ce qui est réalisé et reste à faire, ni explication des choix effectués. La provision pour gros entretien (PGE) ne donne pas lieu, sur l'ensemble des exercices contrôlés, à une présentation spécifique ni à un débat annuel en CA pour en arrêter le montant et en acter l'avancement (cf. instruction comptable 92-10 et son avenant du 18 décembre 2007). Dans les deux cas, c'est la direction générale qui procède aux arbitrages sans se référer au PSP et aucune fiche explicative n'est produite au CA.

Les diagnostics de performance énergétique (DPE) ne sont toujours pas achevés et les aspects thermiques ne sont pas encore intégrés dans la stratégie patrimoniale.

Alors que l'organisme s'est engagé depuis la CUS en 2011 à réaliser les DPE de tout son parc, un tiers reste à évaluer à la clôture du contrôle, principalement sur le parc individuel. Les données de septembre 2014 indiquent que déjà un tiers des logements sont en étiquette E, F ou G, pour lesquels une requalification thermique sera donc à étudier.

Le PSP approuvé en 2009 n'a pas encore intégré les objectifs du Grenelle de l'Environnement, en particulier l'échéance de 2020. Les opérations de réhabilitation thermique qui ont été menées correspondent à des opportunités de financement, mais sans être adossées à un plan d'action global validé. Le service patrimoine a travaillé seulement en 2014 sur une projection de requalification thermique du parc collectif énergivore avec projection financière, mais qui n'a toujours pas été soumis à validation ni intégré dans l'étude prévisionnelle, et qui propose un étalement des réhabilitations jusqu'en 2030, soit largement après l'échéance légale. De plus ces travaux ne font pas le lien avec les consommations réelles.

Un effort de développement des compétences techniques, d'acculturation et d'animation reste à réaliser sur le volet thermique, à tous les niveaux intervenant sur le patrimoine. En dehors des opérations FEDER, l'approche développement durable reste ponctuelle sur des interventions ou des corps d'état, il n'existe pas de politique de matériau, de modes opératoires, les agences et les chargés de clientèle sont totalement libres de leurs choix sur les travaux d'entretien courant.

Les modes de chauffage individuels sont peu pris en compte dans l'entretien : des groupes sont en chauffage propane, mais n'ont été répertoriés que récemment, et une expérimentation de remplacement par des poêles à pellets a été lancée, qui est en cours d'observation. Le conseil d'administration a demandé en décembre 2012 une étude particulière sur les groupes équipés en chauffage électrique, qui n'a pas encore été réalisée. Le recensement des logements en chauffage électrique n'a pas été effectué.

Un retard est observé dans la prise en charge de la problématique amiante.

- Les Diagnostics Techniques Avant Travaux (DTAT) ne sont pas systématiques sur les opérations de gros entretien. L'organisme indique que depuis 2014, les DAT sont systématisés.
- Les Diagnostics Techniques sur les Parties Privatives (DAPP) des logements, prévus à l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, ne sont pas encore réalisés alors qu'ils sont obligatoires depuis le 1^{er} février 2012. L'organisme répond qu'un appel d'offre est lancé pour leur réalisation.
- La révision en cours du PSP n'a pas encore intégré cette problématique et ses conséquences potentielles sur le coût des opérations. (cf. §5.4 étude prévisionnelle)

4.5.1 Les réhabilitations

Près de 10% du parc a été réhabilité entre 2009 et 2013 (218 logements), dont 48 logements dans le cadre de l'ANRU et 170 en dehors. Cela a représenté 3,6 M d'investissements. Une opération de réhabilitation thermique a été menée dans le cadre du FEDER sur le groupe Joliot Curie à Avesnelles, avec un investissement de 49 000 /logement. Les autres opérations ont été beaucoup plus modestes en terme de montant de travaux : 11 000 en moyenne/ logement.

L'absence d'entretien du groupe La Cour Carrée à Fourmies, n° 850, a conduit à une dégradation importante des bâtiments, et pénalise fortement les locataires.

Ces 32 logements non conventionnés rachetés en 1985 et identifiés dans le PSP de 2009 en cible année 1 n'ont toujours pas été réhabilités, sans justification. Le précédent rapport de contrôle indiquait pourtant déjà la prévision d'un diagnostic pour programmer des travaux. Seuls trois logements ont fait l'objet de travaux en 2009 pour pouvoir les remettre en location. Depuis, les logements qui se libèrent ne sont plus reloués. Certains locataires présents ont pallié par euxmêmes l'obsolescence de leurs logements et l'inaction de l'organisme en investissant à leurs frais, parfois lourdement (20 000), pour aménager et rénover leur logement. La stratégie de la société concernant ce groupe n'est pas arrêtée, mais il a quand même été proposé à l'OPH de Fourmies pour un rachat, et suite au refus de cet organisme, inscrit dans le plan de vente. Six locataires ont répondu favorablement à la proposition d'achat de leur logement, estimé à 15 000 chacun par le service des domaines. Etant donné la configuration particulière des logements (exiguïté, non traversants) et leur disposition, les coûts de réhabilitation pour remettre à niveau ce groupe vont être très importants. La société semble donc privilégier la

vente à des particuliers modestes de logements en état dégradé, plutôt que de réaliser un effort de réinvestissement qu'elle n'a jamais effectué depuis 30 ans, et que la faiblesse des loyers ne justifie pas. La réponse de l'organisme acte un délai supplémentaire et ne s'engage pas fermement dans le traitement de ce dossier.

Le même type de stratégie est observé sur le groupe rues de Gaulle, Ecole et Gambetta à Busigny (418): la réhabilitation inscrite dans le PSP de 2009 n'a démarré qu'en 2015, et ne porte plus que sur 15 logements au lieu des 32 d'origine, le solde ayant été vendu entre temps à des particuliers. Les travaux s'élèvent en moyenne à 34 000 par logement.

Les réhabilitations sont donc conduites sans suivre les priorités du PSP et les perspectives de travail se limitent à 3 ans, ce qui rend difficile la planification et la priorisation des interventions y compris en maintenance courante. Une réflexion a été initiée sur le devenir d'un certain nombre de groupes présentant des difficultés commerciales, qui doit s'inscrire dans la révision du PSP.

4.5.2 L'entretien courant et le gros entretien

Bien que correct par rapport à la masse des loyers, le coût de maintenance moyen par logement reste inférieur à la médiane des organismes de même taille (cf. §5.3.1.2), et est nettement inférieur à l'effort de maintenance observé sur l'autre SA du groupe, Promocil. Cela s'explique en partie par la typologie du patrimoine : beaucoup d'individuels et de semi collectifs sans parties communes fermées, des constructions en matériaux de qualité et durables (briques, pierre). Mais ce niveau de maintenance ne doit pas conduire à un sous-entretien du patrimoine dans la durée. L'organisme doit rester vigilant au maintien de la qualité de son parc, la visite de patrimoine (annexe 7) ayant révélé quelques dysfonctionnements intérieurs de logements ou de parties communes qui n'ont pas toujours été pris en charge rapidement, et les agences disposant de budgets d'entretien courant trop faibles par rapport à leurs besoins.

Une amélioration de la coordination entre le service patrimoine et les agences reste un enjeu sur le traitement des réclamations en entretien courant. (cf. §3.5). Celui-ci est effectué par les agences, tandis que le gros entretien est piloté par le service patrimoine. Il n'existe pas de marché tout corps d'état sur l'entretien courant.

Le Plan Prévisionnel d'Entretien à 3 ans constitue la feuille de route du service patrimoine, revue chaque année avec les agences, la gestion locative, et la direction financière. Il est élaboré à partir de Pégase, une base de données sur le clos et le couvert. Cette base est peu satisfaisante car elle est trop partielle : les éléments de sécurité, d'électricité, de chauffage, etc... ne sont pas répertoriés. Les interventions réalisées par la gestion locative en entretien courant ne sont pas saisies. L'état réel du patrimoine est donc difficile à appréhender, et repose en grande partie sur la connaissance des intervenants sur le terrain. Un départ en retraite a ainsi remis en question certaines interventions et pratiques.

Les registres de sécurité des immeubles ne sont pas tenus correctement : les informations sont classées par année et par prestataire et non regroupées par immeuble. L'organisme s'engage à y remédier.

4.6 VENTE DE PATRIMOINE

Les résultats s'avèrent corrects par rapport à l'objectif faible mais connaissent un net ralentissement. Les ventes se sont concentrées sur un groupe à Busigny. 60% des ventes sont réalisées auprès des occupants ou d'autres locataires de la société.

Le stock de logements à vendre début 2014 inclut les 32 maisons de la Cour Carrée à Fourmies, soit près du tiers.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Stock constitué	57	55	111	108	106	105	9.50
Vente réalisée (sur l'exercice)	2	5	7	2	1	1	18
Chiffre d'affaires en k	125	360	440,7	114	40	35	7, 114
Marge nette en k	80,8	203,6	242,2	18,2	26,3	20,6	591,7
% du parc proposé à la vente	2,3	2,2	4,7	4,5	4,4	4,3	170
% du parc vendu	0,1	0,2	0,3	0,1	0,0	0,0	1-

Source: GIE SAI

La politique de fixation des prix de vente relève de la direction générale, sur des critères qui ne sont pas connus et qui amènent à une grande variabilité par rapport aux estimations des domaines.

4.7 AUTRES ACTIVITES

Le conseil d'administration a accordé une subvention de 15 000 en 2014 à la Fondation du Patrimoine pour la restauration de la chapelle de Clairfayts, ce qui n'entre pas dans l'objet social de la SA HLM.

L'activité accession est très peu développée. Sur la période de contrôle ont été livrés 15 logements PSLA sur 3 opérations dont une mixant location-accession et lots libres (Anor rue du Tissage) avec financement du déficit par la commune.

Le contrat de réservation PSLA n'est pas conforme aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 en ne prévoyant pas la restitution à l'accédant du dépôt de garantie ou son imputation sur les premières redevances.

Les contrats de réservation des PSLA prévoient à la place l'utilisation des dépôts de garantie pour le paiement des frais de notaire lors de la conclusion de l'acte. Dans sa réponse l'organisme s'engage à mettre en conformité le contrat.

Suite à la faible attractivité du secteur et les difficultés de commercialisation grandissantes, les opérations de location-accession et d'aménagement foncier ont été stoppées en 2012. Trois logements PSLA ont été transférés en locatif.

4.8 CONCLUSION DE LA POLITIQUE PATRIMONIALE

L'Avesnoise a conduit un développement adapté et a démarré le processus de requalification de son parc. Toutefois, des efforts restent à réaliser en terme de méthodologie et de management pour un pilotage plus fin et optimisé. L'interface entre la gestion locative et le patrimoine doit être améliorée.

Enfin, alors que l'entretien et la requalification du parc représentent un enjeu majeur pour l'avenir, le conseil d'administration tarde à se saisir de ces sujets. Les besoins restent à évaluer dans le cadre de la révision du PSP à venir, qui devra inclure le volet thermique et l'amiante, pour définir une programmation adaptée aux échéances réglementaires, et tenant compte des capacités financières. Une activité plus intense est d'ores et déjà à prévoir. La politique de vente de patrimoine dégradé ne peut constituer une alternative au réinvestissement. La démarche du PSP doit aussi être une opportunité pour améliorer la connaissance fine du patrimoine de L'Avesnoise moins bien appréhendée par les salariés des services support situés à Maubeuge et donc plus éloignés. Il est nécessaire que la révision du PSP démarre rapidement.

5. TENUE DE LA COMPTABILITE ET ANALYSE FINANCIERE

5.1 TENUE DE LA COMPTABILITE

Le bilan organisationnel et les remarques essentielles sont développés en annexe 8.

5.1.1 Organisation et gouvernance financière

La fonction financière et comptable est assurée par le GIE SAI qui travaille à 17% pour L'Avesnoise. L'organisation du service est satisfaisante suite à des réorganisations fonctionnelles depuis le dernier contrôle. Des efforts importants de rationalisation ont été faits, motivés essentiellement par la nécessité de fournir un support financier adapté à la montée en charge opérationnelle induite par l'ANRU et par le besoin de sécuriser le montage de ces dossiers complexes. Ainsi, un unique service financier et comptable a été mis en place en 2009. Une organisation par pôle a été instaurée pour permettre l'identification facile de référent comptable et financier sur chaque thématique pour les services opérationnels.

Le système de facturation du GIE à ses membres est inchangé depuis le dernier contrôle. Il est pertinent et n'appelle pas d'observation. La seule remarque porte sur l'absence de validation explicite du montant prévisionnel de la redevance par les conseils d'administration des membres et sur le caractère très succinct de la facturation émise par le GIE qui ne fournit aucun élément de compréhension sur les prestations facturées. Cet aspect est détaillé en annexe 12 et dans le cadre du rapport établi en parallèle sur le GIE SAI.

En terme organisationnel, des axes d'amélioration essentiels sont néanmoins identifiés. Ainsi :

La gouvernance financière mérite d'être clarifiée afin que le conseil d'administration assume pleinement son rôle notamment à l'égard du Comité Stratégique d'Investissement (Dans ses réponses, l'organisme s'est engagé à revisiter le fonctionnement de cette instance. Le défaut persistant de cadrage des processus comptables et financiers au sein du GIE impacte le bon fonctionnement de la société (art. 410-2 du Plan Comptable Général).

Lors du contrôle, un souci de formalisation des processus comptable et financier est identifié mais le travail est peu avancé et une fragilité persistante demeure sur le sujet. L'organisme ne dispose pas d'un dispositif de contrôle interne comptable ni d'un guide précisant les modalités de traitement et de consolidation des données comptables tel que préconisé par le Plan Comptable Général (art. 410-2). Les quelques procédures dont dispose la société ne couvrent que très partiellement l'activité comptable et financière. Elles se résument essentiellement à une définition des intervenants sur quelques saisies sensibles pour homogénéiser le travail, à des besoins d'amélioration ciblés identifiés suite notamment aux interventions des commissaires aux comptes et à des notes ponctuelles suite à des évolutions du cadre réglementaire ou organisationnel. Ce défaut de cadrage induit directement des dysfonctionnements identifiés dans la chaîne de la dépense notamment une formalisation insuffisante des étapes de contrôle des factures.

Par ailleurs, le pilotage budgétaire doit être amélioré via des outils partagés et des procédures de sécurisation informatiques.

Enfin, il n'existe pas à proprement parler, au-delà d'un reporting financier, de fonction de contrôle de gestion assurée par le GIE pour le compte de la SA L'Avesnoise et aucune perspective d'instauration de ce type n'est évoquée.

5.1.2 Tenue de la comptabilité générale

L'examen comptable et financier a porté sur les années 2009 à 2013. La tenue comptable est globalement de bonne qualité. Quelques imprécisions dans la tenue des états réglementaires sont identifiées en annexe.

Certaines dispositions spécifiques au secteur, prévues par l'instruction comptable 92-10 T0 du 27 avril 2012 et par ses avenants ne sont pas respectées.

Les principales anomalies comptables, qui impactent l'analyse financière et sont relevées pour cette raison, sont les suivantes :

- Une comptabilisation erronée des dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en subvention d'investissement. En effet, depuis 2012 l'organisme comptabilise à tort sur un compte de classe 13, dédié aux subventions d'investissement, les dégrèvements fiscaux dont il bénéfice au titre de la TFPB. Ces dégrèvements doivent être comptabilisés en classe 7, ils concourent à la formation du résultat exceptionnel. Le mode de comptabilisation retenu a des incidences sur l'analyse financière et conduit à majorer le fonds de roulement net global présenté en §5.3.3.1. L'organisme doit constater en 2014 un changement de méthode comptable;
- Une comptabilisation irrégulière de la cotisation de base à la CGLLS: le mécanisme mis en place est détaillé en annexe et conduit l'organisme à constater de manière anticipée la charge liée à la cotisation de base de la CGLLS via un système de provision et d'extourne. Ce faisant il fausse à la marge le calcul de l'autofinancement net soit à la hausse soit à la baisse selon les exercices. L'organisme s'est engagé à rectifier cette erreur en 2014.

5.1.3 Tenue de la comptabilité de programmes

La comptabilité de programmes est opérationnelle et globalement bien tenue. La seule réserve de lecture concerne l'actualisation régulière des plans de financement théorique. La pratique de l'organisme le conduit à prévoir des prêts complémentaires en cas de hausse du coût d'objectif. Suite à analyse détaillée, il s'avère que sur un certain nombre d'opérations terminées non soldées, il n'ira pas chercher ces prêts complémentaires prévus mais qu'il envisage d'assurer le financement sur fonds propres. Ce constat a des incidences sur la détermination du fonds de roulement à terminaison. Cette incidence peut être estimée à 244k (au 31/12/2013).

5.2 GESTION DE LA DETTE

L'encours de dette a fait l'objet d'une gestion qualitative sur la période contrôlée. Il est relevé que l'organisme s'est fixé un objectif de limitation de son service de la dette à un seuil de 50% des loyers. Cependant pour atteindre cet objectif, il ne dispose pas de cadre de gestion formel précisant les orientations stratégiques arrêtées par la gouvernance. Ainsi, les règles internes retenues ne sont précisées nulle part sur des sujets pourtant sensibles tels que l'objectif cible en matière de répartition des taux, de limitation de l'exposition au risque de taux...

A fin 2013, l'encours d'un montant de 61 832k est passé à 90% auprès de la CDC et indexé à 90,5% sur le livret A. Il comporte quelques emprunts avec des taux élevés qui n'ont pas fait l'objet de renégociation jusqu'alors (11% de l'encours dont le taux est supérieur à 5%).

En 2014, l'organisme finalise un réaménagement de sa dette portant sur 21 750k soit plus d'un tiers de son encours. Ce réaménagement n'appelle pas d'observation hormis le fait que l'organisme n'a pas jugé nécessaire de procéder à une consultation bancaire sur la base d'un cahier des charges établi par ses propres soins. Cette pratique, certes non obligatoire, relève d'une bonne gestion. Le réaménagement effectué vise essentiellement à un allongement de la durée d'amortissement de 5, 4 ou 3 ans. Il permet de réduire les annuités jusque 2020 soit environ 1 160k afin de préserver des marges de manœuvres financières. Le coût de cet allongement est chiffré à 360k et permet de gagner entre 1 et 1,2 point d'autofinancement sur les 5 prochaines années. La commission de réaménagement est modique soit 0,03% du capital restant dû réaménagé (7k).

5.3 ANALYSE FINANCIERE

5.3.1 Rentabilité

5.3.1.1 Niveau de l'autofinancement net

L'autofinancement net moyen sur la période s'élève à 12,2%. Il est toutefois très contrasté. Très supérieur à la médiane jusqu'en 2010, il marque ensuite un très net repli sur les exercices suivants. Cette situation n'est pas inquiétante et s'explique par :

- Le bon avancement des opérations ANRU et la comptabilisation sur les exercices 2009/2010 de produits exceptionnels liés aux versements des subventions pour perte d'autofinancement;
- L'augmentation maîtrisée du service de la dette induite par le développement et la réhabilitation du parc qui fait l'objet d'une vigilance particulière de l'organisme (cf. §6.2 gestion de la dette);
- La hausse progressive du coût de gestion qui reste toutefois très en deçà de la médiane nationale.

Au final, ce sont les niveaux d'autofinancement des exercices 2009 et 2010 qui sont atypiques. Au-delà, il est en dessous de la médiane mais reste supérieur au seuil plancher de 6% que s'est fixé l'organisme.

Le tableau suivant détaille l'évolution de l'autofinancement net sur la période :

Evolution de l'autofinancement net de l'organisme

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Marge accession	60	35	45	1	-6
Marge sur prêts	2	1	1	1	0
Loyers	9 407	9 485	9 649	9 872	10 081
Coût de gestion hors entretien	-2 196	-2 363	-2 396	-2 356	-2 588
Entretien courant	-446	-375	-398	-437	-639
Gros entretien	-1 003	-907	-919	-781	-537
Taxes foncières	-675	-683	-694	-668	-790
Flux financiers	34	30	65	37	73
Charges et produits exceptionnels	1 392	617	-2	75	90
Autres produits	92	124	179	110	121
Pertes sur créances irrécouvrables	-97	-99	-90	-183	-143
Intérêts des opérations locatives	-2 282	-1 898	-2 115	-2 243	-2 057
Remboursement du capital des emprunts	-2 013	-2 395	-2 577	-2 672	-2 758
Autofinancement net ¹	2 274	1 572	748	755	848
% du chiffre d'affaires	23,69%	15,89%	7,34%	7,41%	7,98%

5.3.1.2 Composantes de la rentabilité

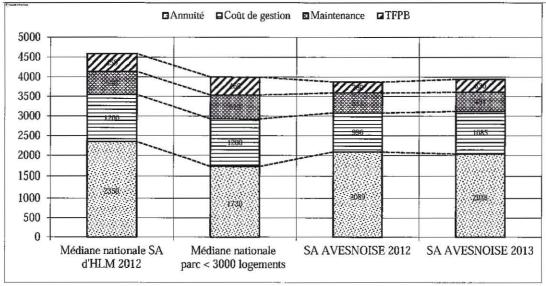
Une analyse complète des composantes de la rentabilité figure en annexe 9.

Le tableau et le graphique suivants comparent les principaux postes de charges de la SA HLM L'Avesnoise avec les ratios de référence de 2012 nationaux et également pour les organismes de même taille :

¹ L'autofinancement net est la mesure pour un organisme des ressources tirées de son activité d'exploitation au cours d'un exercice (excédents des produits encaissables sur les charges décaissables) restant à sa disposition après remboursement des emprunts liés à l'activité locative (à l'exclusion des remboursements anticipés).

Évolution	de	'autofinancement	net	de l	'organisme
-----------	----	------------------	-----	------	------------

En /logement	Médiane nationale M SA d'HLM 2012 dont	lédiane organisme le PARC < à 3000 logements 2012	SA d'HLM Avesnoise 2012	SA d'HLM Avesnoise 2013
Annuité	2 350	1 730	2 089	2 036
Coût de gestion	1 200	1 200	996	1 085
Maintenance	590	610	511	491
TFPB	450	460	280	330



La rentabilité de la SA L'Avesnoise entre 2009 et 2013 est satisfaisante. Elle repose sur les principaux éléments suivants :

Un coût de gestion historiquement bien maîtrisé

La SA HLM L'Avesnoise contient fortement ses charges de personnel et de structure. Son coût de fonctionnement (25,6% des loyers fin 2013) est nettement en dessous de la médiane sur la période 2009-2013. A fin 2012, il est ainsi inférieur de 1 point au niveau médian national des SA et inférieur de 4 points rapporté aux organismes de même taille (parc inférieur à 3 000 logements).

En /logt	2009	2010	2011	2012	2013
Coût de gestion par logement Avesnoise	883	944	1 014	996	1 084
Médiane nationale des SA	1 064	1 100	1 170	1 200	
Ecart	-181	-156	-156	-204	

La redevance versée au GIE SAI représente plus de 80% du coût de gestion sur l'ensemble de la période. Son évolution apparaît maîtrisée (inférieure à 3% par an) d'autant plus que la SA Avesnoise bénéficie d'une subvention de la CGLLS pour financer les salaires de l'équipe opérationnelle affectée au pilotage de l'ANRU (0,6% de sa masse salariale 2009-2012). Cette aide est reconduite jusque 2017 (à hauteur de 98k). (cf. annexe 12)

Un niveau de prélèvement TFPB contenu

	2009	2010	2011	2012	2013
En par logement Avesnoise	271	271	293	280	330
Médiane nationale (B5)	409	420	436	450	
	-138	-149	-143	-170	

Un service de la dette en augmentation mais sans caractère inquiétant en raison de la vigilance de la société sur cette thématique :

	2009	2010	2011	2012	2013
Annuités locatives en % des loyers Avesnoise(B7bis)	46,49%	45,42%	49,08%	50,10%	48,22%
Médiane nationale des SA (B7bis)	47,00%	44,70%	48,30%	48,70%	
Ecart	-0,51%	+0,72%	+0,78%	+1,40%	

L'annuité locative par rapport aux loyers est supérieure de 1,4 point à la médiane nationale en 2012. L'annuité locative a progressé de 12% entre 2009 et 2013. Toutefois, l'encours est bien géré (cf. §6.2). Il ne comporte pas de produit structuré à risque. Le réaménagement finalisé en 2014 a permis de renégocier les emprunts onéreux et vise à minima à maintenir des marges de manœuvres financières sur les 5 années à venir. L'organisme recourt fortement à l'emprunt et modère son apport en fonds propres spécialement sur la promotion neuve. Il a recours au préfinancement bancaire de manière marginale et le principe théorique retenu est d'assurer le portage sur sa trésorerie propre (cf. §5.3).

La bonne appréciation du niveau de rentabilité de la société conduit à relever les deux limites suivantes :

Un effort de maintenance à optimiser

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Coût de maintenance Avesnoise / logement	581	508	556	511	490
Médiane nationale SA	556	560	586	590	
Médiane organisme dont le parc < 3000 lgts				610	
Ecart avec médiane nationale	25	-52	-30	-79	
Coût de maintenance Avesnoise en % des loyers	15,4%	13,5%	13,6%	12,3%	11,6%
Médiane nationale SA	11,7%	12,0%	12,4%	12,0%	
Médiane organisme dont le parc < 3000 lgts				12,6%	
Ecart avec médiane nationale	3,6%	1,5%	1,2%	0,3%	

L'effort de maintenance rapporté au logement est inférieur à la médiane nationale. Toutefois, rapporté aux loyers de l'organisme, il reste d'un niveau correct (12,3%) quoique légèrement en deçà du niveau médian des structures de même taille (12,6%). Par ailleurs, la société conduit une politique de remplacements et d'additions de composants que le ratio ne reflète pas, correspondant à un investissement de 4 400k et fortement accru à compter de l'exercice 2012. La visite de patrimoine atteste du bon niveau d'entretien d'ensemble et de l'important impact des interventions ANRU. Toutefois, elle a aussi mis en lumière certains programmes en attente d'arbitrages requérant des travaux conséquents de remise à niveau thermique ou encore marqués par un défaut d'entretien (cf. §6.4). Par ailleurs, des dysfonctionnements sont relevés dans le pilotage de la stratégie de maintenance et la coordination des services qui altèrent l'efficacité de l'organisme sur ce sujet (cf. §4.5).

• <u>Un point de fragilité</u> est toutefois identifié en raison du rythme d'évolution de l'impayé locatif qui appelle à la plus grande vigilance (cf. §3.4 et §6.4).

5.3.2 Résultats comptables

Les résultats comptables cumulés sont bénéficiaires de 7 218k .

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Capacité d'autofinancement (PCG)	4 325	4 427	3 774	3 726	3 866
Dotations aux amortissements et aux provisions (C/68)	-4 003	-4 557	-4 731	-4 339	-4 657
Reprises sur amortissements et provisions (C/78)	2 000	1 369	2 695	1 126	1 108
Subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice	288	306	367	319	322
Valeur comptable des éléments d'actif cédés (c675)	-347	-229	-888	-178	-62
Dont VNC politique de remplacement de composants	-68	-65	-75	-72	-48
dont VNC cessions	-45	-156	-198	-105	-14
dont VNC sorties suite démolitions	-234	-8	-615	0	0
Produits de cessions d'éléments d'actif (c775)	173	376	456	143	44
Résultats comptables	2 436	1 693	1 672	798	621

La politique de vente (soit 17 ventes en 5 ans) permet de soutenir le résultat qui est impacté à la fois par les sorties de valeur nette comptable induites par la politique de remplacement de composants et les sorties d'actifs afférentes aux démolitions dans le cadre de l'ANRU (exercice 2009 et 2011).

Il convient de noter que les créances douteuses font l'objet d'un provisionnement particulièrement prudent dans la mesure où l'organisme provisionne à 100% les créances locatives douteuses quelle que soit l'antériorité des créances ou leurs montants, cela à compter du premier mois de retard. (cf. annexe 8)

5.3.3 Structure financière

L'ensemble des éléments afférents à la structure financière est développée en annexe 10.

5.3.3.1 Bilans fonctionnels de 2009 à 2013

Les bilans fonctionnels pour les années 2009 à 2013 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Capitaux propres	30 487	31 576	31 728	32 299	32 666
Provisions risques et charges	1 352	1 138	1 281	1 143	1 158
Dont PGE	1 345	1 118	1 277	1 126	1 152
Amortissements et provisions (actifs immobilisés)	35 644	38 908	38 409	41 618	45 133
Dettes financières	61 553	63 060	63 609	62 905	62 948
Actif immobilisé Brut	121 318	126 638	126 881	131 019	136 132
Fonds de Roulement Net Global (A)	7 719	8 044	8 147	6 946	5 773
FRNG à terminaison des opérations ²					7 240
Stocks (toutes natures)	1 343	1 492	1 414	1 328	538
dont accession	1 343	1 492	1 414	1 328	538
Autres actifs d'exploitation	7 758	6 313	5 565	5 131	4 187
Provisions d'actifs circulant	694	687	785	717	748
Dettes exploitation	5 602	3 988	2 453	1 783	1 759
Besoin (+) ou Ressource (-) en F.R. d'Exploitation (B)	2 805	3 130	3 741	3 960	2 218
Créances diverses	267	525	509	359	412
Dettes diverses	2 450	2 522	2 074	2 554	2 315
Besoin (+) ou Ressource (-) en F.R. Hors Exploitation (C)	-2 183	-1 997	-1 565	-2 196	-1 903
Besoin (+) ou Ressource (-) en Fonds de Roulement (D = B+	-C) 622	1 133	2 176	1 764	315
Trésorerie nette	7 098	6 912	5 970	5 182	5 458

² Fonds de roulement net global à terminaison: mesure de l'excédent en fin d'exercice des ressources stables de l'organisme (capitaux propres, subventions d'investissement, emprunts...) sur ses emplois stables (immobilisations corporelles et financières essentiellement) en se plaçant comme si les opérations engagées étaient terminées, toutes les dépenses étant réglées et toutes les recettes étant encaissées.

Les dettes financières sont en hausse jusque 2011 puis stagnent. L'actif immobilisé croit de 12% entre 2009 et 2013. Le programme ANRU a conduit à démolir près de 10% du parc de L'Avesnoise sans compensation par un volume similaire de construction (223 démolitions pour 131 constructions neuves). Cela explique pour l'essentiel la stagnation de l'actif sur les exercices 2010-2011.

5.3.3.2 Fonds de roulement net global et fonds de roulement à terminaison

Le fonds de roulement net global (FRNG) permet d'apprécier les ressources longues disponibles après investissement. Le FRNG de L'Avesnoise a baissé de près de 2M entre 2009 et 2013. Toutefois, il reste d'un niveau très confortable et très supérieur à la médiane nationale sur l'ensemble de la période. Ainsi au 31 décembre 2013, il représente 5 773k soit près de 5 mois de dépenses mensuelles moyennes pour un ratio médian en 2012 à 3,8 mois au niveau national.

En mois de dépenses	2009	2010	2011	2012	2013
Fonds de roulement Avesnoise	6,9	6,6	6,9	6,1	4,8
Médiane nationale des SA	3,78	3,93	3,9	3,8	
Ecart	+3,1	+2,7	+3,0	+2,3	

Cette situation est expliquée par les modalités de financement et de portage des investissements mises en œuvre par l'organisme :

- L'organisme modère son apport en fonds propres sur la période récente particulièrement sur les remplacements de composants. Ainsi, il affecte désormais en moyenne 11% de fonds propres au financement des remplacements de composants (contre 18% antérieurement) et 6,5% au financement de la promotion neuve (contre 7,3% antérieurement) soit un apport moyen de 8,4% tout type confondu d'opération en cours contre 11% sur les opérations plus anciennes soldées. Cet apport est adapté au niveau de rentabilité de la société. Globalement, la réduction des aides à la pierre et de l'apport en fonds propres sont compensés pas un recourt plus important à l'emprunt dont la part passe de 81% des plans de financement des opérations achevées à 87% dans ceux des opérations en cours. (source : comptabilité de programmes 31/12/2013).
- L'organisme a peu recours au préfinancement bancaire et affiche des principes clairs d'ingénierie financière. Ainsi, il assure en théorie le portage soit sur sa trésorerie propre soit par pré-financement bancaire durant la période de construction repoussant l'amortissement des emprunts d'un an par rapport aux premières recettes de loyers pour générer un boni de trésorerie. Toutefois, la comptabilité de programmes au 31/12/2013 met en lumière des dysfonctionnements ponctuels dans l'ingénierie financière et des mobilisations anticipées d'emprunt non corrélées avec l'avancement du chantier particulièrement sur le programme 12800 (avec un taux d'avancement chantier à 19% soit 415k et un taux de mobilisation des prêts à 100% soit 2 030k). Au final à fin 2013, pour un taux d'avancement chantier de 52% sur la promotion neuve en cours, les prêts long terme contractés sont mobilisés à 100%. Les principes d'ingénierie financière définis dans les équilibres d'exploitation prévisionnels ne sont donc pas rigoureusement mis en œuvre et l'organisme n'actualise pas ses analyses en cas de décalage dans le déroulement du chantier ou d'évolution importante du coût d'objectif. Ce mode opératoire compromet durablement l'équilibre d'exploitation prévisionnel des opérations concernées. L'organisme doit s'attacher à rééquilibrer la situation en assurant un portage plus long sur sa propre trésorerie à hauteur d'un volume financier équivalent (cf. §5.3.3.6).

Le FRNG à terminaison est estimé à 7 240k mais peut être ramené à 6 996k en tenant compte des ajustements de la prévision d'emprunt (§5.1.3) soit 5 mois de dépenses.

5.3.3.3 Tableau emploi-ressources

En k	2010	2011	2012	2013 2	010 à 2013
Autofinancement net	1 572	748	755	848	3 922
Dépenses d'investissement	-6 227	-4 644	-4 900	-5 504	-21 275
Financements comptabilisés	4 621	3 671	2 762	3 543	14 597
Remboursements anticipés	-6	0	0	0	-6
Autofi. Disponible après invest.	-41	-225	-1 384	-1 113	-2 762
Cessions actifs	376	456	143	44	1 019
Autres	-9	-128	40	-105	-203
Variation du FRN	325	102	-1 201	-1 173	-1 947

Le programme d'investissement de L'Avesnoise représente 21M . Il n'a pu être financé par l'autofinancement net cumulé qui s'élève à près de 4M . Sur la période, les dépenses d'investissement sont couvertes à 70% par les financements externes. Au final, le fonds de roulement a contribué pour près de 2,8M à ce financement. La ressource liée aux produits de cession est nécessaire mais insuffisante pour équilibrer le développement.

5.3.3.4 Etude des fonds propres disponibles

En k

Lit X	
Total moyens financiers fin 2013	23 918
Déficit de trésorerie des investissements locatifs	-18 759
Couvertures des autres immobilisations	-1 325
Moyens Financiers Immobilisés à l'équilibre des opérations fin 2013	-20 084
FONDS PROPRES DISPONIBLES 31/12/2013	3 834
Dépenses restant à comptabiliser	4 740
Emprunts restant à encaisser	6 208
Subventions restant à notifier	0
Moyens financiers immobilisés à terminaison	-18 617
FONDS PROPRES DISPONIBLES A TERMINAISON	5 301
Provisions et dépôts	1 939

Toutefois, le potentiel financier reste positif à fin 2013 (+ 3 834k) et à terminaison (+ 5 301k). La société dispose de modestes marges de manœuvres financières.

5.3.3.5 Le besoin de fonds de roulement

Le fonds de roulement d'exploitation est caractérisé par une insuffisance de ressources courtes au regard des créances de même nature. L'organisme finance donc ses besoins à court terme à l'aide de son excédent de ressources long terme.

Cette situation est directement liée au volume conséquent de subventions notifiées en attente d'encaissement notamment au titre de l'ANRU. Le contrôle ne relève toutefois pas de retard significatif inquiétant entre les subventions prévues et notifiées. Le niveau d'encaissement des subventions atteint 93% sur la promotion neuve terminée non soldée ce qui marque une bonne dynamique dans la mobilisation des acomptes et des soldes.

En k	2009	2010	2011	2012	2013
Subvention à recevoir	6 347	4 894	4 014	3 643	2 572
soit en % des autres actifs d'exploitation	81,81%	77,52%	72,12%	71,00%	61,43%

Le bas de bilan porte aussi le financement des stocks générés par l'activité d'accession et d'aménagement de terrain. Ces activités requièrent une vigilance particulière car elles impactent directement la trésorerie (cf. §4.7).

F 0 0 C	TT			11 1	
5.3.3.6	Tine destion de	tresorerie maro	mee nar im	nuotage mover	i terme insuffisant
0.0.0.0	Chic Scoulon ac	LI COOL CLIC THELL G	ucc pui un	prioring c mich or	torine mountaine

En %	2009	2010	2011	2012	2013
Valeurs mobilières de placement	408	1 019	121	0	700
Disponibilités	6 689	5 893	5 849	5 182	4 758
Trésorerie nette	7 098	6 912	5 970	5 182	5 458
Trésorerie nette en mois de dépenses AVESNOISE	5,07	4,83	4,33	3,96	3,96
Médiane nationale	3,23	3,23	3,1	3	

La trésorerie nette en mois de dépenses est supérieure au ratio médian sur la période. La trésorerie disponible a baissé de 23% sur la période passant de 7 098k à 5 458k .

L'organisme ne dispose pas d'un plan prévisionnel de trésorerie fiable sur une durée significative.

Concernant le pilotage de la trésorerie, l'organisme établit un planning de flux dépenses – recettes à échéance de 3 semaines. Cet outil est analysé par la direction générale et sert essentiellement à gérer les virements sur les comptes bancaires. Il ne s'agit pas d'un prévisionnel de trésorerie étant donné l'absence de perspective moyen terme mais plutôt d'un outil de veille à l'usage de la direction générale sur le niveau de trésorerie. Cet outil doit être optimisé pour porter sur une durée plus significative et conforté concernant les dépenses liées aux investissements. Il doit permettre un réel suivi des fonds disponibles et de rationaliser l'encaissement des emprunts au regard de l'avancement réel des chantiers pour que ne perdurent pas les dysfonctionnements relevés en partie (§5.3.3.2).

5.4 ANALYSE PREVISIONNELLE

Faute de stratégie patrimoniale régulièrement actualisée, la pertinence de l'étude prévisionnelle de l'organisme n'est pas démontrée. Les éléments détaillés d'analyse sont développés en annexe 11

La projection prévisionnelle étudiée a été validée en conseil d'administration du 13 février 2013. Elle est élaborée sur la base des comptes 2011 définitifs et porte sur une période longue de 19 ans (ramené à 10 ans dans les tableaux ci-après). L'étude de l'organisme n'est actualisée complètement que tous les 2 ans mais a été confirmée dans ses principes et tendances financières lors des conseils d'administration d'octobre 2013 et 2014 à l'occasion de la présentation en séance des Dossiers Individuels Prévisionnels (DIP).

5.4.1 Rentabilité prévisionnelle

En k		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Autofinance	ment net HLM	996	945	1 054	1 184	1 216	1 516	1 663	2 142	2 289	2 374	2 590
en % des loye	ers	9,3%	8,6%	9,3%	10,3%	10,3%	12,5%	13,4%	16,9%	17,6%	17,9%	19,0%
variante réa	ment net HLM ménagement vacance /impayé	896	1 045	1 154	1 284	1 316	1 516	1 663	1 342	1 489	1 574	1 790
	en % des loyers	8,6%	9,8%	10,5%	11,4%	11,4%	12,9%	13,9%	10,9%	11,8%	12,2%	13,5%
Source : org	ganisme – CA 13.02.1	13										

5.4.2 Evolution prévisionnelle du potentiel financier

011 2012	2013	3 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
892	944	996	945	1 054	1 184	1 216	1 516	1 663	2 142	2 289	2 374	2 590
70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70
tis -549	-698	-993	-581	-528	-532	-537	-542	-547	-552	-557	-562	-567
s 445	958	551	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75
t	892 70 tis -549	892 944 70 70 tis -549 -698	892 944 996 70 70 70 tis -549 -698 -993	892 944 996 945 70 70 70 70 tis -549 -698 -993 -581	892 944 996 945 1 054 70 70 70 70 70 tis -549 -698 -993 -581 -528	892 944 996 945 1 054 1 184 70 70 70 70 70 70 tis -549 -698 -993 -581 -528 -532	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 70 70 70 70 70 70 70 tis -549 -698 -993 -581 -528 -532 -537	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 70	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 70 <td>892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 70</td> <td>892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 2 289 70 <td< td=""><td>892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 2 289 2 374 70</td></td<></td>	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 70	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 2 289 70 <td< td=""><td>892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 2 289 2 374 70</td></td<>	892 944 996 945 1 054 1 184 1 216 1 516 1 663 2 142 2 289 2 374 70

Potentiel à

terminaison 6 562 7 420 8 693 9 317 9 676 10 198 10 844 11 518 12 487 13 59815 183 16 911 18 71820 736

Source: organisme - CA 13.02.13

5.4.3 Analyse

Niveau de rentabilité prévisionnelle

Sur la base des hypothèses économiques retenues, l'organisme affiche une rentabilité qui reste très satisfaisante pour la période à venir soit 10,6% en moyenne des loyers jusqu'à l'horizon 2020. La projection remise identifie même des marges de manœuvres supplémentaires dégagées par le second réaménagement de dette conduit en 2014. Toutefois, les hypothèses économiques retenues pour déterminer la rentabilité prévisionnelle doivent être plus sécurisées concernant :

- Les pertes pour vacances et impayés (soit -2,35% des loyers en moyenne) en raison de l'évolution défavorable observée en fin de période. L'organisme étudie une variante mais qui n'est pas exploitée pour l'étude du potentiel financier et qui revient à considérer que l'augmentation des pertes de loyer est neutralisée par le réaménagement de dette.
- Le coût de gestion qui projette une hypothèse de maîtrise des charges de fonctionnement encore plus soutenu que le niveau observé lequel est déjà en deçà de la médiane (soit hypothèse équivalent à 22% des loyers pour un niveau réel de 25,6% fin 2013).
- Enfin, l'organisme a une activité soutenue de réaménagement de dette jusque 2014 afin de dégager des marges de manœuvres financières jusque 2020. L'étude doit être actualisée pour intégrer la réalité de l'impact sur la rentabilité de ce réaménagement (soit 165k d'incidence sur les annuités et non 400k).

Evolution de la structure financière

Le potentiel financier est soutenu en 2013/2014 par l'encaissement des soldes de subventions attendues dans le cadre de la finalisation du programme ANRU. Adossé à cette rentabilité prévisionnelle satisfaisante qui inclut un effort de maintenance accru à compter de 2018, le potentiel financier affiché se renforce et est pratiquement doublé sur 10 ans passant de 9M en 2014 à 20M en 2024.

La projection réalisée vise à vérifier a minima la solidité financière de l'organisme en prolongeant les tendances observées sur la base d'un effort de maintenance et de réhabilitation calé sur des enveloppes annuelles plafonnées jusque 2018 et d'un niveau de production ramené à un rythme de 20 logements par an.

L'organisme prévoit une politique d'investissement d'un montant de 49 999k sur les 10 prochaines années dont 6 496k en fonds propres (soit 13% équivalant à un effort annuel d'apport moyen de 600k).

Ce volume d'investissement et les modalités de financement retenus dans l'étude sont cohérents avec les capacités financières de l'organisme. La part de l'emprunt augmente pour prendre le relais des subventions et la mise en fonds propres est limitée sur la promotion neuve.

En revanche, faute de diagnostic récent (dernière actualisation du PSP en 2009) et en raison d'arbitrages stratégiques en suspens, la pertinence et le volume financier consacrés à l'effort de maintenance restent difficiles à apprécier. L'organisme n'effectue pas de test de sensibilité pour vérifier ce à quoi il est capable de faire face alors que :

- Les aspects thermiques ne sont pas suffisamment intégrés dans sa politique patrimoniale et que cette dynamique n'a été que peu anticipée dans les réhabilitations conduites sur la période récente.
- La problématique amiante n'est pas traitée dans l'étude actuelle et n'a pas fait l'objet d'un scénario en mode dégradé même à titre de test alors que la réglementation s'est durcie en 2013 avec l'augmentation des coûts de réhabilitation en milieu occupé. Cela a une incidence sur le volume prévisionnel des annuités qui risque d'être accru pour faire face à cette problématique dégradant encore la rentabilité à venir de l'organisme.
- Aucun diagnostic financier clair n'est établi pour faire face au besoin de réhabilitation de son parc individuel en acquis-amélioré diffus (75 logements).

 Des arbitrages stratégiques sont en suspens pour hiérarchiser le traitement des programmes en difficulté et dans l'identification des besoins de démolition de parc obsolète (ex : programme 3010850 Cour Carrée)

La production neuve apparaît comme une variable d'ajustement pour préserver les fondamentaux financiers et réorienter très vraisemblablement l'effort vers la maintenance et la poursuite de la rénovation du parc afin de maintenir son attractivité et d'améliorer sa performance énergétique.

5.5 CONCLUSION SUR LA SOLIDITE FINANCIERE

La rentabilité de la SA HLM L'Avesnoise se maintient au-dessus du seuil plancher de 6% que s'est fixé sa gouvernance attestant d'un pilotage financier vigilant. L'évolution soutenue du rythme d'impayé est identifiée comme un point de fragilité pour la période à venir.

Sa surface financière reste satisfaisante en fin de période. L'organisme doit toutefois actualiser très rapidement sa feuille de route afin de conforter l'affectation pertinente des moyens. Il doit se doter d'outils de pilotage financier fins et efficients (reporting, gestion prévisionnelle de trésorerie à un an, étude prévisionnelle actualisée...).

6. CONCLUSION

La SA HLM L'Avesnoise est un organisme de taille modeste qui remplit sa mission sociale d'accueil de populations défavorisées sur un secteur rural aux difficultés économiques et sociales aiguës. Dans ce contexte fragile, la société a toutefois réussi à impulser une accélération nette de son développement et de la réhabilitation de son parc qui ont mis à contribution ses ressources.

Du fait de la faible tension de la demande sur son secteur, du développement de la vacance et des impayés qui font peser des incertitudes sur sa rentabilité prévisionnelle, la SA L'Avesnoise doit rapidement arbitrer sur ses choix de développement et d'entretien du patrimoine. L'absence de mise à jour du PSP à la clôture du contrôle, et l'insuffisante connaissance de l'état du parc sont des handicaps importants que la société doit surmonter au plus vite, pour que le conseil d'administration puisse construire une stratégie adaptée aux besoins et capacités financières de la société. Pour cela, L'Avesnoise doit se doter d'outils de pilotage plus efficients et d'un contrôle de gestion lui permettant de réaliser les arbitrages nécessaires.

L'appartenance de la SA HLM L'Avesnoise au groupe Sambre Avesnois Immobilier doit lui permettre de disposer des moyens adéquats pour conduire cette démarche, sous réserve que des modifications soient apportées dans le fonctionnement du GIE, qui est pour l'instant source de fragilité, d'erreurs et de risques financiers et juridiques pour L'Avesnoise.

Le Directeur général

Pascal MARTIN-GOUSSET

RAPPORT DE CONTROLE N° 2014-068 SA HLM L'AVESNOISE – 59

7. LISTE DES ANNEXES

ANNEXES AU RAPPORT

- 1) Fiche récapitulative du rapport provisoire
- 2) Informations générales
- 3) Capital et répartition de l'actionnariat de l'organisme
- 4) Organigramme du groupe d'appartenance
- 5) Cartographie du patrimoine
- 6) Impayés et expulsions
- 7) Compte-rendu de la visite de patrimoine et réponses de l'organisme
- 8) Examen comptable
- 9) Analyse de la rentabilité
- 10) Analyse de la structure financière
- 11) Hypothèses et résultats de l'analyse prévisionnelle
- 12) Modalités de facturation des prestations du GIE SAI
- 13) Sources et sigles utilisés



RAPPORT DE CONTROLE N° 2014-068 SA HLM L'AVESNOISE – 59

ANNEXES AU RAPPORT

FICHE RECAPITULATIVE DU RAPPORT PROVISOIRE N° 2014-068 SA HLM L'AVESNOISE – 59

Présentation générale de l'organisme

Avec 2 400 logements, L'Avesnoise est un organisme de taille modeste qui remplit sa mission sociale d'accueil de populations défavorisées sur un secteur rural aux difficultés économiques et sociales aiguës, dans le sud du département du Nord. La société fait partie du groupe Sambre Avesnois Immobilier, rattaché au patronat local mais non contrôlé par un CIL. La société a été concernée par un projet ANRU sur Fourmies.

Points forts

- L'accueil d'une population particulièrement modeste
- Un niveau de production et de réhabilitation soutenu y compris hors ANRU
- Une évolution maîtrisée de la vacance et de l'impayé locatif dans un secteur difficile
- Une rentabilité satisfaisante marquée par un coût de gestion contenu et un service de la dette maîtrisé

Points faibles

- Manque d'autonomie par rapport au groupe SAI, avec risque de conflits d'intérêts
- Une absence de système qualité et de contrôle de gestion au niveau du GIE qui fragilisent le fonctionnement de la société
- · Un suivi des réclamations à améliorer
- · Une stratégie patrimoniale insuffisamment suivie par le CA et non actualisée
- Une absence d'intégration des problématiques thermiques dans la politique patrimoniale
- Un retard observé sur les obligations réglementaires liées à l'amiante
- Des outils de pilotage financiers prévisionnels insuffisants pour une société disposant d'un niveau de rentabilité modeste

Anomalies ou irrégularités particulières

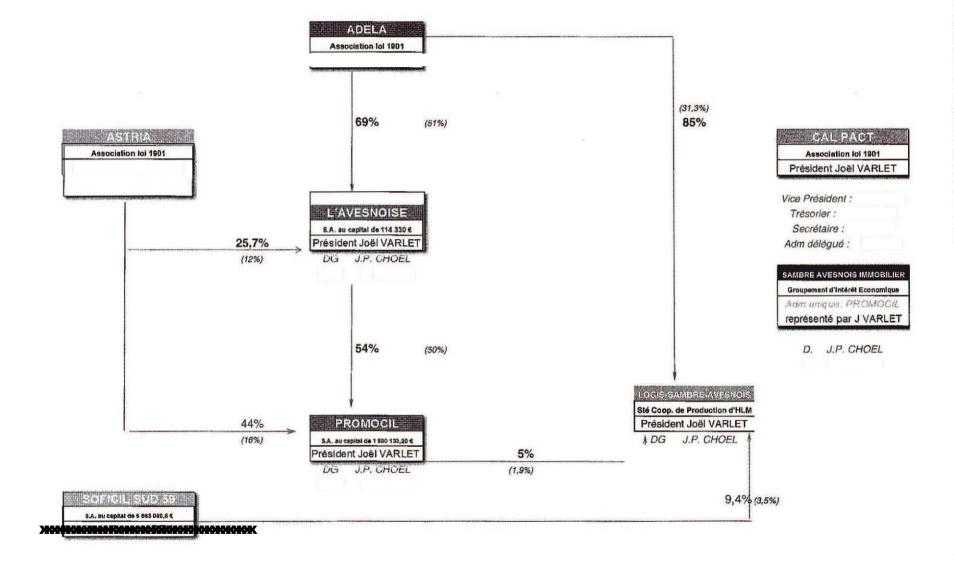
- Non-respect des principes de l'ordonnance de 2005 sur la commande publique
- · Des charges non récupérables récupérées
- · Absence d'entretien d'un groupe non conventionné qui pénalise les locataires

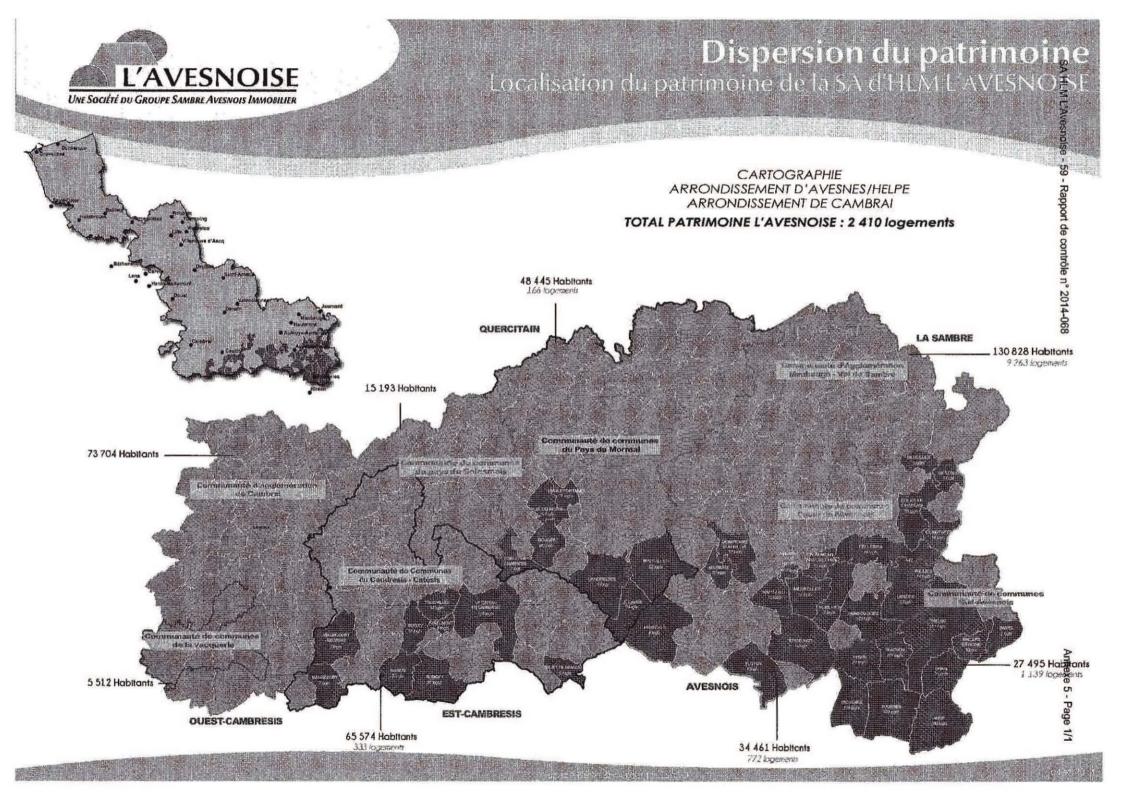
INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE (ORGANISME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION)

RAISON SOCIALE:	SA L'AVESNOISE			
SIEGE SOCIAL:	HAT I Y			TO PLA
Code postal:	7 place Derigny 59610 Fourmies			Télécopie : 0327608020 Télécopie : 0327608021
PRESIDENT:		. JOEL VAR	LET	77.575.00
	***		D. S.	_
DIRECTEUR GENERA	L: M	. JEAN-PIE	RRE CHOE	L
ACTIONNAIRE DE RE	FERENCE: A	DELA		75.8648
CONSEIL D'ADMINIST	FRATION AU: 30/	06/2014		(4) (A)
	Membres (personnes morales ou physiques)	permanen	entants ts pour les s morales	Collège d'actionnaire d'appartenance
Président	A STATE OF THE PARTY OF THE PAR			4 Personne physique
	ADELA	JEAN DESC	DUTTER	4 personnes morales
	JEAN FLAMENT			4 personnes physiques
	GERARD PIERRAT			4 personnes physiques
	ASTRIA	YVES DUR	ETZ	4 personnes morales
	MARCEL DEHOUX			4 Personne physique
	JEAN PIERRE DUVERGER		*	4 Personne physique
	FRANCOISE RAFFIN		7474	4 Personne physique
	DENIS GERVAIS			4 Personne physique
Représentants des locataires (SA)				3 administrateurs locataire
Towns (D. L)	JACQUES CABOOR			3 administrateurs locataire
	JEAN MARIE BRICOUT		- 	3 administrateurs locataire
	1100		Catégorie	Actionnaires les plus importants (% des actions)
ACTIONNARIAT	Capital social:	114 330€	1	ADELA 69,40%
	Nombre d'actions : Nombre d'actionnaires :	3 000 22	4	ASTRIA 25,70%
COMMISSAIRE AUX C		HA COLAS	& CABINET	GUIBERT
	Cadres:	(
EFFECTIFS AU:	Maîtrise :	(nistratif et technique : 0
31/12/2013	Employés :	(monatir of technique . o
	Gardiens:	C		93564-4
	Employés d'immeuble :	(al:0
	Ouvriers régie :	C		

LISTE DES ACTIONNAIRES - OCTOBRE 2012

CA	TEGORIE 1			
1	ADELA	2 082	79 345,02	69,40%
CA	TEGORIE 2			
)-97			
CA	TEGORIE 3			
2	BRICOUT Jean-Marie	1	38,11	0,03%
3	CABOOR Jacques	1	38,11	0,03%
4	PICAVEZ Claude	1	38,11	0,03%
CA	TEGORIE 4	300		
	SONNES MORALES		,	
5	ASTRIA	771	29 382,81	25,709
	CAISSE D'EPARGNE ET DE			
6	PREVOYANCE NORD France	30	1 143,30	1,009
7	EUROPE ADESTIA	00	2 420 00	0.000
1	ADESTIA	90	3 429,90	3,00%
8	LOGIS-SAMBRE	1	38,11	0,03%
PER	SONNES PHYSIQUES			
9	VARLET Joël	10	381,10	0,339
10	GERVAIS Denis (PRÊT ADELA	1	38,11	0,039
11	DEHOUX Marcel	1	38,11	0,039
12	DESOUTTER Jean	1	38,11	0,039
13	DILLMANN André	1	38,11	0,03%
14	DUSOL Placide	1	38,11	0,03%
15	DUVERGER Jean-Pierre(PRÉT	1	38,11	0,03%
16	FLAMENT Jean	1	38,11	0,039
17	FOUCAUT René	1	38,11	0,03%
18	LENOBLE Jean-Pierre	1	38,11	0,03%
19	MASSON Henri	1	38,11	0,03%
20	PIERRAT Gérard	1	38,11	0,03%
21	RAFFIN Françoise (PRÊT ADEI	1	38,11	0,03%
22	SEGUY Roger	1	38,11	0,03%





ORGANISME : L'AVESNOISE

Date : Juillet 2014

ATAIRES EN DIFFICULTE (2009-2013)	2009	2010	2011	2012	201
ns :	-101.07	x-14-			
Nombre de cas examinés par l'organisme	12	6	6	11	
Nombre de dossiers impayés soumis à la CDAPL	10	18	15	8	1
Nombre de dossiers impayés soumis au FSL	57	78	69	94	7
Nombre de dossiers impayés transmis à un huissier	47	80	57	23	3
saisines CCAPEX	0	0	1	1	
saisies prononcées	2	1	13	7	
procédures de résiliation de bail engagées	15	30	26	10	1
expulsions prononcées	2	1	13	7	
recours à la force publique demandés	4	3	3	3	
expulsions effectives avec CFP	0	1	1	1	
Départs volontaires avant expulsion :	8	6	3	8	W-880
Demande d'indemnisations	0	0	o	0	
procédures de rétablissement personnel	4	1	10	7	
accords de paiement					
protocoles « Borloo »	0	0	1	1	
Part des règlements de loyers par prélèvement en % des loyers	58%	60%	60%	58%	64
Part des règlements de loyers par prélèvement en % des locataires	68%	67%	69%	68%	70
en perte exceptionnelle :	xpulsions, repris pas d'adresse con Direction, remise suite jugement re procédure, locata	nue, injponcti FSL, procédure ndu par le trib	on aceptée en e sur logement unal, indu CAF	partie, Décisio : abandonné, i :, annulation fr	n ndemnit

SA L'AVESNOISE Visite de patrimoine le 3/12/2014

Participants:

Pour l'Avesnoise:

Mr VARLET, Président Mr CHOEL, Directeur Général

Pour l'ANCOLS:

	CODE INTERNE	NOM OPERATION	VILLE	total loge men ts	■ Company of the Com	Demande de compléments à l'organisme / suites données
Nous so		VERDUN MARQUIS & LE NOTRE préparation d'avenant au	AVESNES SUR HELPE marché de	90	Immeubles en briques et enduit, aspect extérieur OK Travaux en cours sur les accès extérieurs. Quelques entrées plus difficiles à tenir, besoin de rafraîchissement des peintures et boîte aux lettres défoncées,	Voir pour réintégrer dans le programme des travaux en
Celui-ci luminet d'eau	i intègrera ux et leur m chaude j	cours à l'entreprise Sa la vérification de tous sise en conformité ainsi cour le personnel de de chantier mars 2015.	les points [changés Absence de paillasson du fair du sens d'ouverture des portes Entrée 8 Marquis, absence d'ampoule à l'accès cave avec	
					dominos apparents	Remettre ampoule et cache.
					Pas de point d'eau chaude pour le personnel d'entretien (société), qui prend de l'eau chaude à son domicile. Chauffage dû à 21 ° d'où des charges importantes.	
	3010015	JACQUES GHISLAIN	AVESNES SUR HELPE	20	+ vu immeuble Gallieni voisin Type « Glycines », RAS. Espace vert important. + vu groupe d'individuels rue Raphaël Boulei	

	ľ	1 1		Semi collectifs brique. RAS	
				Com concomo briquo. Fo to	
	RUES BUCQUOY et	AVESNES			
3010045	MAIRESSE	SUR HELPE	78		
				En centre ville, individuels	
				brique.	
				+ vu Trou Baras avec travaux de résidentialisation récents +	
Bir Goran Ziriled Light Herrica			1	rue Saint Barthelemy et	
				construction en cours rue des	
		AVESNES		petits degrés.	4
	JOFFRE & TASSIN	SUR HELPE	7	RAS	
3010013	JOLIOT CURIE	AVESNELLES	30		
				qualité. Difficulté pour l'obtention de la subvention.	
				Panneaux trespa blanc de	
				l'ITE verdissent déjà. Abri vélo	
				demandé et installé mais non	1
				utilisé.	
				Dernière réhabilitation en	
				2002, RAS sur extérieur et sur	
				les cages d'escalier. Vu loge	
				du gardien.	
		SAINS DU		 locataire évoque des délais de réponse trop long à ses 	
3010010	CITE TALLEYRAND	NORD	40		
a dominational profes	HAIE CORBEAUX (54 A	SAINS DU		Semi collectifs brique. RAS	1000
3010061		NORD	30	•	1
	COUR CARREE RUE	FOURMIES	32	Parc en implantation type	Quelles estimations de
	DES VERRERIES	Care Miller	1,000	courée, en FP, non entretenu,	travaux ont été réalisées ?
			i	sauf par les occupants, malgré	+
				l'inscription en cible 1 du PSP	
				2009. Interrogation sur le	cadre du PSP en cours.
				devenir du groupe du fait de	1
				l'obsolescence des logements et de leur configuration	
				(ouvrants uniquement en	
				façade). Beaucoup de	
				logements vacants suite	Copies des estimations et
				départ des locataires donnant	travaux réalisés fournies
		1		une impression d'abandon.	lors de votre visite du 13
	4	1		Pas de système de chauffage	janvier.
		1		installé Un cerclage des cheminées a été réalisé pour la	
				sécurité. Visite d'un logement	
			1	où les occupants ont réalisé	
				eux mêmes 20 000€ de	
				travaux (déclaratif).	
				u Barrer and a second	
	4				
or professional Total professional					
				The Bright of the Control of the Con	
				(PRESIDENCE OF THE PROPERTY OF	
				Participated Commission Commissio	
2040440	DUE MIQUEL DUDOIS	FOLIDATES	4-7	A	****
3010410	RUE MICHEL DUBOIS	FOURMIES	47	A proximité immédiate de la cour Carrée, logements plus	
			1	COUL CALLER, TOUR MERIES DIUS	
			1	grands mais idem ouvrants sur	

La première tranche de la mise aux normes électriques NC 15-100 et la réfection totale des la seule façade. Des travaux VMC est programmée en ligne IPC 2015. (OS d'assainissement récents ont suivant AO). La deuxième tranche sera réalisée en été réalisés. Mise aux normes électrique annoncée. Espaces 2016. Une tranche correspond à un bâtiment. extérieurs privatisés très encombrés. 3010117 RUE EMAILLERIE **FOURMIES** 24 Reconstitution de l'offre ANRU. RAS 3010018 LES TROENES **FOURMIES** 400k€ sur les menuiseries de cet ensemble des années réhabilité en 2014 signalement pb sur les ciments 3018000 LA BERGERIE **FOURMIES** 120 Collectif R +9 en contre ville. très bonne tenue des entrées. Facade nécessite un ravalement, des menuiseries en alu à remplacer, très lourdes à manipuler. Vu 1 logement en très bon état. avec installation SDB. 1 entrée avec escalier non fermé du fait de la configuration du bâtiment/ donne directement sur les paliers. Façades/ cages d'escaliers et portiers « fatigués ». groupe non identifié dans les programmes de travaux transmis. RUE ZAYA & RUE 3010001 DUNANT **FOURMIES** 32 Aspect extérieur parements pierre OK. Mais fuite sur étanchéité gouttière repérée Vu logement n\u00e4 en rdc, gros problème d'humidité dans la chambre + dans l'entrée. Locataire arrivée en juin. Pas de système de ventilation installé sur la menuiserie PVC. ni dans le coffre volet roulant. Logista serait passé vérifier la VMC de l'appartement qui serait OK. 1 technicien serait passé également. RESIDENCE DE 3010053 L'EUROPE ANOR 20

Les reprises ponctuelles des ciments sont exécutées en EC. Un chiffrage global a été demandé et une ligne GE a été provisionnée en 2016 pour la totalité du groupe.

Détail des travaux et chiffrage de la réhabilitation envisagée.

Vous trouverez ci-joint le projet global d'une réhabilitation thermique de la résidence La Bergerie (pièce n°1). Celui-ci est programmé en 2016.

Quels travaux sont programmés ? a quelle échéance ?

Ci-joint programme le réhabilitation locaux des commerciaux en commande, réalisation 1er trimestre 2015 (pièce n°2). En ce qui concerne le reste du bâtiment, le Chargé Technique de Patrimoine établit un projet global afin de pouvoir chiffrer et provisionner les interventions.

Fournir les compte rendus d'intervention Logista + technicien sur ce logement. + mesures prises suite à la visite de patrimoine.

Un rendez-vous le 15 janvier a été effectué avec le Chargé Technique, un couvreur et le prestataire multiservices afin d'élaborer l'intervention sur l'étanchéité des chêneaux, le renforcement de la ventilation dans le logement (VMI) et l'intervention sur les menuiseries. Une ligne GE 2015 avait été provisionnée suite aux techniques d'octobre 2014. Les travaux seront réalisés courant 1er trimestre 2015.

3010803	VERRERIE NOIRE	ANOR	17			
3010801	PLACE DU FORT	ANOR	6			
	TENOL BOTON	Janon		Aspect extérieur OK sauf mur de la cour côté cours d'eau, qui se détériore.	?	
					Une réponse globale effectuée par Les mises en sécurité réfections mentionnées or effectuées. Nous avons étenvérification électrique à to logements de cette résiden notre prestataire LOGISTA cours)	nt été du une ous les ice par
				visite des étages du logement (rdc non vu) 1886 :	Mise en sécurité urgente et	
				PROBLEME DE SECURITE. le plancher du 2º étage menace de s'effondrer, le placo du plafond s'est déjà détaché dans la chambre du	impérative : fournir les justificatifs de l'intervention pour mise en sécurité du plancher du 2°.	
				2 enfants présents dans le logement lors de la visite. I Radiateur électrique de la SDB descellé. La locataire (depuis 10 ans) dit avoir signalé ces problèmes il y a déjà plusieurs mois et reçu la visite du gardien, mais que rien n'aurait été fait. Pas de source de fuite visible	Transmission de toutes les réclamations saisies au sujet de ce logement, et des suites données (compte rendu visite etc).	
				dans la toîture		
				Autres traces d'humidité dans les couloirs.		
3010826	RUE DU MARAIS	ANOR	5	Problème important		

			1000000	d'appropriation du logement/ encombrement.	Un accompagnement social du PACT est il en cours ?
714.00 TR1	Rue du Tissage	ANOR	6	Accession et locatif, plain- pieds individuels brique de qualité	
	CITE ESPERANCE	TRELON	60	Aspect extérieur OK et entrées bien tenu. 1 carreau cassé n l'occupante présente indique avoir fait le nécessaire auprès de son assurance. Indique la présence de cafards, un traitement a été réalisé.	qu'elle puisse actionner un recours vis-à-vis de l'assureur du locataire. (Pièce n°3) En ce qui concerne la présence d'insectes, un bon de travail N°339803 a été émis par la
3010019	GLYCINES	TRELON	12		Gestion Locative le 22 décembre 2014.
3011404	RUE VICTOR HUGO	TRELON	2		
	RUE HECTOR DUFRESNE	GLAGEON	6	Bâti ancien avec une rénovation de qualité .	
3010412	RUE HECTOR DUFRESNES	GLAGEON	2	Parties communes reprises récemment. RAS	
713.01 TR1	Résidence Bois le Vent	GLAGEON	5		

EXAMEN COMPTABLE

1. BILAN ORGANISATIONNEL

1.1 MODALITES D'ORGANISATION DE LA FONCTION FINANCIERE ET COMPTABLE ET GESTION DES RELATIONS DE GROUPE

Une fonction comptable et financière assurée par un GIE de moyens

La fonction financière et comptable de l'organisme est assurée par le GIE SAI qui travaille à plus de 17% pour le compte de L'Avesnoise. Les prestations fournies font l'objet d'un système de refacturation sur la base de clefs validées par l'assemblée générale du GIE.

Des efforts de rationalisation constatés

L'organisation a connu des évolutions fortes sur la période contrôlée motivées principalement par la montée en charge opérationnelle induite par l'ANRU.

Ainsi, peu à peu, les fonctions financières et comptables sensibles dispersées au sein de l'organisme ont été centralisées, essentiellement :

- Rattachement au sein du service financier des personnels en charge du suivi administratif et financier des opérations neuves et de réhabilitations et création du « Pôle financier » afin de concentrer les missions de suivi financier sous une responsabilité unique / centraliser l'ingénierie financière;
- Rattachement au sein du pôle fournisseur du service comptable, des personnels en charge des saisies d'engagements et de facturation afférentes à la production neuve afin de centraliser et homogénéiser les saisies comptables.

Fin 2009, les fonctions comptables et financières réparties sur deux services sont groupées au sein d'un service comptable et financier et placées sous la responsabilité d'une unique responsable.

Quelques axes de rationalisation subsistent lors du contrôle avec quelques fonctions comptables et financières encore éclatées dans d'autres services, il s'agit notamment :

- des saisies des engagements et factures fournisseurs au sein du service maintenance
- du suivi de trésorerie effectué par un agent rattaché directement à la direction
- des encaissements de chèques de loyer sur l'agence de Fourmies expliqué par le fait que la SA L'Avesnoise avait son propre service comptable

Une organisation par pôle a été instaurée qui permet notamment l'identification claire d'un référent comptable et financier sur chaque thématique pour les services opérationnels. Des repositionnements internes sont encore en cours lors du contrôle concernant notamment le suivi de la dette et la comptabilité de programmes.

Au plan informatique, la société utilise le progiciel Estia 2 pour la comptabilité, la gestion locative et la gestion des opérations et le progiciel Salvia pour la gestion des emprunts et des amortissements. Les droits d'accès et les profils utilisateurs ont été revus et des limitations de droits de saisies ont été mises en place pour faciliter les travaux comptables. Les simulations d'équilibres sont établies sur un outil interne développé sur Excel qui doit être remplacé par un outil plus fiable à brève échéance. Les études prévisionnelles sont effectuées sur des tableurs complexes à actualiser et sources d'erreur.

A fin 2014, le service financier ainsi mis en place compte 18 agents. L'équipe a été en bonne partie renouvelée et dispose d'un personnel compétent et motivé. Le support financier est satisfaisant, toutefois des axes d'amélioration persistent.

1.2 LES AXES D'AMELIORATIONS IDENTIFIES

Modalités de la gouvernance financière et manque de cadrage par le conseil d'administration sur certaines orientations financières stratégiques

L'organisme témoigne d'un souci affiché de transparence à l'égard de son conseil d'administration. En ce sens, les décisions prises par la direction générale sont transmises via un rapport d'activité aux administrateurs avant les conseils.

Toutefois, certaines modalités de fonctionnement mises en place limitent les prérogatives du conseil d'administration. Ainsi, l'organe dénommé CSI (comité stratégique d'investissement mensuel), qui est composé de la présidence de chacune des sociétés et de la direction générale, tranche sur des thématiques financières et ses décisions sont validées à posteriori par le conseil d'administration qui de fait n'a pas donné de cadrage et ne s'approprie peu ou pas les thématiques concernées.

Par ailleurs, un point important ne donne pas lieu à débat annuel en conseil d'administration comme prévu par la réglementation, il s'agit de l'ajustement de la provision gros entretien. Au terme de l'avenant modificatif à l'instruction comptable adopté en 2007, il est prévu que « le conseil d'administration arrête le montant de la provision pour gros entretien (PGE) correspondant au montant des travaux identifiés dans le plan pluriannuel d'entretien ». Cette disposition impose un débat annuel sur ce sujet en conseil et l'établissement d'un bilan synthétique de l'avancement et des reports ou compléments de travaux.

Le GIE de moyens produit pour l'organisme des documents d'analyse financière et de synthèse. Ainsi un jeu de tableaux de bord trimestriels et « 10 chiffres clefs » (vacance, impayé, rotation...) sont présentés périodiquement au conseil d'administration. Les rapports de gestion se veulent détaillés et complet. L'édition 2013, dans un souci de simplification, s'avère plus synthétique mais du coup bien moins explicite notamment sur la redevance versée au GIE SAI.

Cependant, il n'existe pas à proprement parler, au-delà de ce reporting financier, de fonction de contrôle de gestion pour le compte de la SA L'Avesnoise et aucune perspective d'instauration de ce type n'est évoquée.

Un défaut persistant de cadrage des processus comptables et financiers

L'organisme dispose d'un guide des procédures inter-services (13) et de supports méthodologiques de saisie (6) construits sur la base de sorties écran. Il n'a pas effectué de cartographie des risques financiers et comptables. Les procédures existantes correspondent essentiellement à :

- La définition partielle du « qui fait quoi » sur quelques procédures sensibles essentiellement
 afin de sécuriser et homogénéiser les saisies comptables au sein du groupe (ex : « cycle de
 trésorerie » ou « saisie locataires » pour préciser la répartition des rôles entre la comptabilité,
 les opérateurs de saisie comptable dans les services métier notamment au service
 maintenance et à la gestion locative);
- Des besoins ciblés d'amélioration suite à des écueils comptables identifiés essentiellement lors des contrôles du commissaire aux comptes (ex : fiche « contrepartie comptes de trésorerie » suite au défaut de comptabilisation via des comptes de tiers ; fiche « limite saisie utilisateurs » suite au constat de besoin de cadrage des accès à l'application comptable au regard de la diversité des opérateurs de saisie dans l'organisme);

 A des notes ponctuelles suite à des évolutions du cadre réglementaire ou organisationnel (ex « fiche changement de fiscalité » ou « enregistrement règlement CB » suite au déploiement du paiement à la borne en agence);

Ce guide pour le volet comptable et financier, en parti actualisé durant l'été 2014, est encore très imparfait :

- Il ne correspond pas à une démarche d'ensemble pilotée et coordonnée par la direction;
- Certaines règles sensibles n'y sont pas définies (règles d'usage des cartes bancaires business, procédures relatives aux comptes bancaires, habilitations et actualisation; modalités de contrôle des délégations en matière d'engagement de dépense, de visa d'exécution et de bon à payer, dispositions budgétaires, règles internes pour signature de chèques...)

Au final, l'organisme n'a pas réellement mis en œuvre de dispositif de contrôle interne comptable ni de guide de procédures précis faisant l'objet d'un suivi rigoureux et garantissant une bonne continuité du service tel que prévu par le Plan Comptable Général (art. 410-2).

Une chaîne de la dépense à mieux maîtriser

Le contrôle d'un échantillon de 50 factures choisies sur le compte 62 (exercices 2013) a fait ressortir les points suivants :

- La SA L'Avesnoise règle ses fournisseurs à 45 jours à compter de la fin du mois suivant la date d'émission de la facture;
- Les factures sont centralisées sur l'antenne de Fourmies puis adressées au service courrier du siège. L'arrivée des factures ne donnent pas lieu systématiquement à l'apposition d'un tampon de réception. Quelques cas d'errements de factures sont identifiés à l'occasion du contrôle;
- La formalisation des bons à payer est très insuffisante dans un nombre conséquent de cas. Il s'agit souvent d'une simple signature sans identification claire du signataire. Des améliorations sont en cours sur ce sujet et la formalisation des délégations de signature au 1^{er} juillet 2014 offre un support plus sécurisé au contrôle comptable;
- Aucune comptabilisation d'intérêts moratoires n'est effectuée sur les 5 années étudiées alors que quelques cas de retards de paiement sont identifiés à l'occasion du contrôle sur pièce (exemple: pièce 2013-00000767 - Apaves facture du 11/07/2011 - reçue le 03/06/2013 et BAP du 10/07/2013). La vigilance de l'organisme est appelée sur ce point dans le cadre du renforcement de la lutte contre les retards de paiement avec la loi 2014-344 du 17 mars 2014.

Un pilotage budgétaire à conforter et à mieux partager

La conception et le suivi d'exécution budgétaire sont effectués au sein du service financier. La direction générale est, quant à elle, bien impliquée sur le sujet. Un budget est arrêté par service et présenté à la gouvernance au premier et troisième trimestre à l'occasion de l'analyse de l'exploitation prévisionnelle. Il n'y pas eu, sur les deux derniers exercices, de présentation spécifique du budget prévisionnel N+1, il est englobé dans la présentation pluriannuelle.

Quelques difficultés sont identifiées sur le volet budgétaire :

- Le suivi budgétaire par service n'est pas possible dans l'application comptable. Seules les
 agences sont créées en tant que section de regroupement. Les responsables opérationnels
 suivent donc essentiellement leurs enveloppes budgétaires hors de l'application sur des
 suivis spécifiques à chacun;
- Le budget prévisionnel alloué n'est pas saisi dans Estia, l'outil est utilisé pour suivre l'engagé et le réalisé sans référence aux enveloppes autorisées;
- Aucune procédure de sécurisation informatique pour bloquer les dépassements budgétaires n'a été mentionnée;

 Les droits d'accès ouverts et les entretiens conduits signalent des niveaux d'implication disparates sur le suivi budgétaire.

Gestion prévisionnelle de trésorerie moyen terme inexistante

L'organisme établit un planning de flux dépenses – recettes à échéance de 3 semaines. Cet outil est analysé par la direction générale et sert essentiellement à gérer les virements sur les comptes bancaires. Il ne s'agit pas d'un prévisionnel de trésorerie étant donné l'absence de perceptive moyen terme mais plutôt d'un outil de veille à l'usage de la direction générale sur le niveau de trésorerie.

2. PRESENTATION DES COMPTES

Quelques imprécisions ou défauts de renseignement des annexes réglementaires sont identifiées :

 Annexe « Ventilation des comptes clients » et précision sur la méthode de provisionnement de l'actif circulant :

D'un point de vue formel, l'organisme ne fournit pas en annexe les précisions demandées concernant la ventilation du compte 416 « locataires débiteurs » entre les locataires partis et présents. Les annexes présentées ne sont pas cohérentes avec les balances remises particulièrement sur les exercices 2009 et 2013.

D'un point de vue comptable, l'organisme a adopté une méthode prudentielle et provisionne à 100% les sommes dues par les locataires comptabilisées au compte 416 « locataires douteux » quelle que soit l'antériorité de la créance ou son montant. Ainsi, l'organisme provisionne totalement et non partiellement les créances inférieures à 1 an des locataires présents et cela à compter du premier moins de retard. Ce mode opératoire ne correspond pas au standard du secteur mais ne contrevient pas à l'instruction comptable en vigueur. Les critères d'admission en créances irrécouvrables sont larges mais bien définis en adéquation avec le secteur d'intervention de l'organisme.

Annexe « maintenance du patrimoine locatif » :

L'effort global d'entretien du patrimoine locatif de la société ne peut être appréhendé à l'appui de l'annexe. En effet, cette dernière ne comporte pas de synthèse des coûts des travaux effectués pour le compte de la SA L'Avesnoise par la régie du groupe SAI. Le tableau 1 « travaux en régie » n'est pas renseigné,

Annexe « état récapitulatif des dettes financières » :

En cas de reclassement des quotes-parts d'emprunt locatif de la ligne 2.21 « opérations locatives – financement définitif » vers les lignes 2.22 « opérations locatives démolies ou cédées financement définitif » et 2.23 « composants sortis de l'actif », l'organisme ne doit pas négliger de renseigner la colonne 6 « montant réalisés - diminutions » de l'état réglementaire afin de permettre un bon suivi des transferts d'affectation.

Annexe « impôts et taxes » :

L'organisme néglige de renseigner complètement l'annexe et notamment la partie relative à l'abattement de 30% pour les logements situés en ZUS.

3. LES PRINCIPALES ANOMALIE COMPTABLES

3.1 Provision gros entretien

La politique de l'organisme consiste à provisionner trois années d'entretien sur la base des dépenses constatées l'année antérieure. La constitution de la provision est justifiée par un plan pluriannuel d'entretien. En revanche, aucune délibération n'a été identifiée pour débattre des ajustements de cette provision alors qu'une telle délibération est rendue obligatoire par l'instruction comptable applicable au secteur.

3.2 COMPTABILISATION ERRONNEE DE DEGREVEMENT DE TFPB EN SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

L'incidence financière est la suivante :

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
C 13132 Subvention exonération TFPB	0	0	0	213	213

Cette comptabilisation est erronée. Ce produit doit être inscrit en classe 7 au compte 771 « produits exceptionnels sur opération de gestion ». Le mode de comptabilisation retenu a des incidences sur l'analyse financière et conduit à majorer le fonds de roulement net.

3.3 COMPTABILISATION IRREGULIERE DE LA COTISATION CGLLS

Impact observé pour les exercices contrôlés :

Cotisation de base CGLLS

Année de paiement	2011	2012	2013	2014
Exercice de référence	2010	2011	2012	2013
crédit 6285 - extourne de la "provision" constituée en N-1	113 267	12 546	57 772	nc
débit 6285 - montant de la cotisation de base				
à payer sur l'exercice	40 057	12 546	54 005	54 036
débit 6285- montant de la cotisation de base "				
provisionnée sur l'exercice "	12.546	57 772	54 036	nc

La cotisation additionnelle n'est plus concernée par le mécanisme depuis l'exercice 2011.

3.4 COMPTABILITE DE PROGRAMMES

La comptabilité de programmes est bien tenue et permet le calcul du fonds de roulement à terminaison.

Concernant les états de cohérence :

Concernant le « contrôle des subventions », il est rappelé que les comptes de classe 13 comportent à tort un montant de 213k€ pour l'exercice 2013 avec une comptabilisation erronée d'un dégrèvement fiscal en subvention d'investissement.

Concernant les opérations terminées non soldées :

Les opérations concernées sont réalisées à 99% en travaux. Les opérations non soldées correspondent à 83% aux mises en services des 3 dernières années (dont 64% à des mises en services 2012-2013, 20% à des mises en services 2011). Seules 5 opérations antérieures à 2010 sont présentes dans la comptabilité de programmes soit 17% des opérations de cette

catégorie. L'organisme veille à la clôture régulière de ces opérations et une vigilance du service financier est identifiée sur ce sujet avec un suivi par le pôle financier.

• La seule réserve de lecture sur ce point concerne l'actualisation des plans de financement théoriques – partie prévision d'emprunts. La pratique de l'organisme le conduit à prévoir des prêts complémentaires en cas de hausse du coût d'objectif. Suite à analyse détaillée, il s'avère que sur un certain nombre d'opérations terminées non soldées, il n'ira pas chercher ces prêts complémentaires prévus mais qu'il envisage d'assurer le financement sur fonds propres. Ce constat a des incidences sur la détermination du fonds de roulement à terminaison. Cette incidence peut être estimée à 244k€ (au 31/12/2013). Les opérations concernées identifiées sont les suivantes :

Opérations	Prêts prévus	Fonds propres prévus
101000 Feron rue de sains 3 PLUS AA	-110k€	+110k€
100600 7 et 9 rue du maréchal foch -trélon	-134k€	+134k€
Total	-244k€	+244k€

 Le contrôle n'a pas relevé de retard significatif inquiétant entre les subventions prévues et notifiées. Le niveau d'encaissement des subventions atteint 93% sur la promotion neuve marquant une bonne dynamique dans la mobilisation des acomptes et des soldes. Quelques rares dossiers sont caractérisés par des délais plus importants (ex : op 13100 Anor Tissage – mise en service 2007 - stade 1er acompte à fin 2013)

Concernant les opérations en cours :

- L'actualisation des coûts prévisionnels n'appellent pas de remarques. L'information est fiable.
- La comptabilité de programmes témoigne d'une forte perturbation dans l'ingénierie financière qui sera explicitée en partie 6.3.3 du rapport - « Structure financière ».

3.5 PRODUCTION IMMOBILISEE

La conduite d'opération de la SA L'Avesnoise est assurée depuis 2012 par le GIE Sambre Avesnois Immobilier, suite à la fusion sur cet exercice des 2 GIE du groupe.

La facturation opérée par le GIE, non soumise à TVA, est déterminée sur la base d'un forfait (1,5 ou 2% selon les opérations) appliqué lors de l'établissement du coût d'objectif de l'opération et <u>non à l'activité et au coût réel</u>, (cf. commentaire du compte 72 dans l'instruction comptable 92-10TO et ses avenants).

La facturation est ensuite effectuée par le GIE au fur et à mesure de l'avancement de l'opération soit 40% à la décision de financement, 10% à l'OS de démarrage, 40% en cours de chantier et 10% lors du solde.

ANALYSE DE LA RENTABILITE

1. AUTOFINANCEMENT NET

1.1 COMPOSITION

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Marge accession	60	35	45	1	-6
Marge sur prêts	2	1	1	1	0
Loyers	9 407	9 485	9 649	9 872	10 081
Coût de gestion hors entretien	-2 196	-2 363	-2 396	-2 356	-2 588
Entretien courant	-446	-375	-398	-437	-639
Gros entretien	-1 003	-907	-919	-781	-537
Taxes foncières	-675	-683	-694	-668	-790
Flux financiers	34	30	65	37	73
Charges et produits	1 392	617	-2	75	90
Autres produits d'exploitation	92	124	179	110	121
Pertes sur créances irrécouvrables	-97	-99	-90	-183	-143
Intérêts des opérations locatives	-2 282	-1 898	-2 115	-2 243	-2 057
Remboursement du capital des emprunts	-2 013	-2 395	-2 577	-2 672	-2 758
Autofinancement net	2 274	1 572	748	755	848
% du chiffre d'affaires	23,69%	15,89%	7,34%	7,41%	7,98%

De la CAF à l'autofinancement :

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Capacité d'autofinancement	4 325	4 427	3 774	3 726	3 866
Remboursements d'emprunts locatifs	-2 013	-2 395	-2 577	-2 672	-2 758
Impact des dotations aux amortissements des IC	-38	-460	-449	-300	-260
Autofinancement net HLM	2 274	1 572	748	755	848

1.2 MONTANT

L'autofinancement net sur la période reste supérieur à la médiane nationale des SA HLM jusque 2010 puis marque un net repli sur les exercices suivants. La moyenne de période est de 12,2%.

k€	2009	2010	2011	2012	2013
Autofinancement SA Avesnoise	23,69%	15,89%	7,34%	7,41%	7,98%
Médiane nationale des SA	12,2%	12,1%	9,2%	9,8%	
Ecart	11,51%	3,79%	-1,90%	-2,39%	

1.3 EXAMEN DES PRINCIPALES COMPOSANTES

1.3.1 Loyers

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
loyers totaux (compris foyer)	9 407	9 485	9 649	9 872	10 081
variation brute		78	164	223	209
% de variation		1%	2%	2%	2%
Loyers en Clogement AVESNOISE	3 530	3 528	3 823	3 906	3 971
Médiane nationale SA HLM	3 998	4 080	4 103	4 220	
Médiane organisme PARC < 3000 logements				3 740	
soit en loyer mensuel AVESNOISE	294	294	319	326	331

Eléments d'évolution des impayés

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Loyers et charges logements quittancés : (A)	10 766	10 860	10 927	11 355	11 549
Créances locataires simples	290	349	375	411	421
Créances locataires douteux	539	680	778	710	721
Créances admises en non-valeur	97	99	90	183	143
Total stock impayés	927	1 128	1 243	1 304	1 284
Soit en % des loyers et charges quittancées	8,61%	10,38%	11,38%	11,49%	11,12%
Médiane nationale (B14)	12,24%	12,17%	12,40%	12,70%	
Ecart AVESNOISE par rapport à médiane	-3,63%	-1,79%	-1,02%	-1,21%	

Evolution des créances locatives :

En %	2009	2010	2011	2012	2013
Evolution des créances locatives AVESNOISE/ loyers totaux		2,8%	2,0%	1,3%	1,4%
Médiane nationale (B3)		0,98%	1,00%	1,20%	

Part des créances douteuses sur le stock d'impayés :

En %	2009	2010	2011	2012	2013
Créances douteuses/stock impayés total	58%	60%	63%	54%	56%

Focus sur l'évolution et la composition des créances douteuses entre locataires partis et présents (c.416):

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Locataires partis	101	153	229	281	268
Locataires présents	438	526	550	428	453
Total créances douteuses	539	680	778	710	721

Source : tableau de ventilation remis par l'organisme faute d'ER renseigné

Répartition des créances douteuses en %	2009	2010	2011	2012	2013
Locataires partis	19%	23%	29%	40%	37%
Locataires présents	81%	77%	71%	60%	63%

Focus sur les créances irrécouvrables (c.654)

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Admissions en non-valeur	97	99	90	183	143
soit en % des loyers en charges quittancés	0,91%	0,91%	0,82%	1,62%	1,24%

Le niveau régulier des recouvrements sur admissions en non-valeur sur la période confirme que l'organisme conduit les actions à terme.

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Recouvrement sur admission en non-			-		
valeur	22	31	20	27	22

Eléments relatifs à la vacance

Nombre de logements vacants au 31 décembre	2009	2010	2011	2012	2013
Vacance commerciale	4	9	40	21	35
Vacance technique	195	227	20	54	49
Vacance totale	199	236	60	75	84

1.3.2 Service de la dette

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Intérêts des opérations locatives	2 282	1 898	2 115	2 243	2 057
Remboursement du capital des emprunts	2 013	2 395	2 577	2 672	2 758
Annuités locatives	4 295	4 293	4 692	4 915	4 815
Annuités locatives en € par logement AVESNOISE(B7)	1757	1714	2008	2089	2036
Annuités locatives en % des loyers AVESNOISE (B7bis)	46,49%	45,42%	49,08%	50,10%	48,22%
Médiane nationale des SA (B7bis)	47,00%	44,70%	48,30%	48,70%	
Ecart	-0,51%	0,72%	0,78%	1,40%	

Le taux d'intérêt moyen est faible à 2,9% à fin 2013 pour une durée résiduelle de 25 ans (<u>source</u> : état de synthèse de la dette fin 2013). Les emprunts onéreux dont le taux est supérieur à 5% sont marginaux ; ils représentent 11% de l'encours (7 020k€ pour un encours de 61 832k€). L'encours est contracté essentiellement auprès de la CDC (90%) et reste très sensible à la variation du Livret A sur lequel il est indexé à 90% fin 2013. Un réaménagement de dette a été finalisé en 2014 dont le but principal est de dégager des marges de manœuvres financières sur les 5 années à venir. L'organisme a recours au préfinancement bancaire de manière marginale :

Charges financières induites par le préfinancement bancaire

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Intérêt de préfinancements des opérations	4	8	83	59	0

1.3.3 Coût de gestion

Le coût de gestion observé est inférieur à la médiane sur la période 2009-2013

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Frais généraux	2 158	2 332	2 376	2 355	2 586
Impôts et taxes hors TFPB (Hors TFPB et Taxes sur salaires)	38	32	20	2	2
Total	2 196	2 363	2 396	2 356	2 588
Evolution valeur absolue		167	33	-40	232
Evolution relative		8%	1%	-2%	10%
Coût de gestion par logement Avesnoise	883	944	1 014	996	1 084
Médiane nationale des SA	1064	1100	1170	1200	
Ecart	-181	-156	-156	-204	
Coût de gestion en % des loyers Avesnoise	23,38%	25,02%	24,79%	23,87%	25,68%
Médiane nationale des SA				24,80%	
Médiane Organisme dont parc < 3000 lgts				27,90%	1,1

Le coût de gestion progresse de 18% en 5 ans

• Part de la redevance versée au GIE du groupe sur le coût de gestion de L'Avesnoise

En %	2009	2010	2011	2012	2013
Redevance au GIE / coût de gestion	83%	78%	82%	85%	79%

• Taux de progression de la redevance de L'Avesnoise

Еп %	2009	2010	2011	2012	2013 Evolut	ion de période
Taux d'évolution de la redevance	-	0.6%	6.4%	2.3%	1.4%	11.05%

➤ Soit une progression annuelle moyenne de l'ordre de 2,2% environ

• Composition par poste de la redevance versée par L'Avesnoise

						Progression
En k€	2009	2010	2011	2012	2013	2009/2013
Part des salaires	1 431	1 472	1 563	1 604	1 651	+15%
Part des frais de fonctionnement	400	370	397	402	382	-5%

1.3.4 Flux financiers

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Produits financiers des placements	34	30	65	37	73

Ratios

2009	2010	2011	2012	2013
13	9	25	15	30
63	50	69	80	
0,35%	0,24%	0,61%	0,36%	0,72%
1,35%	1,01%	1,48%	1,60%	
	13 63 0,35%	13 9 63 50 0,35% 0,24%	13 9 25 63 50 69 0,35% 0,24% 0,61%	13 9 25 15 63 50 69 80 0,35% 0,24% 0,61% 0,36%

Ces ratios, inférieurs à la médiane, traduisent la faiblesse des placements de trésorerie essentiellement en dépôt sur le livret A, rémunération des comptes courants et valeur mobilières de placement conformes à la réglementation.

1.3.5 Maintenance

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Entretien courant	446	375	398	437	639
Gros entretien	1 003	907	919	781	537
Total	1 449	1 282	1 318	1 218	1 176
Variation brute		-167	36	-100	-42
Coût de maintenance AVESNOISE / logement	581	508	556	511	490
Médiane nationale SA	556	560	586	590	
Ecart	25	-52	-30	-79	
Coût de maintenance AVESNOISE en % des loyers	15,4%	13,5%	13,6%	12,3%	11,6%
Médiane nationale SA	11,7%	12,0%	12,4%	12,0%	
Ecart	3,6%	1,5%	1,2%	0,3%	

L'effort de maintenance chargé (hors additions et remplacements de composants) est en recul entre 2009 et 2013. Toutefois rapporté aux loyers, il reste d'un niveau très correct et proche de la médiane en fin de période.

Par ailleurs, ces ratios reflètent imparfaitement l'effort de maintenance de l'organisme et n'intègrent pas la politique de remplacements et d'additions de composants conséquente et régulière conduite.

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
DIS - additions et remplacements de composants	875	602	946	1975	nc
Source : dossier individuel de situation					

L'exercice 2012 est marqué par la livraison de 4 programmes de réhabilitations conséquents et particulièrement la rénovation complète du programme « Joliot Curie » sur Avesnelles avec une mise aux normes thermiques cofinancée par le FEDER (1 490k€).

1.3.6 Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

A fin 2013, 86% du parc est soumis à la TFPB pour un montant moyen de 280€ par logement contre 450€ au niveau national. Cela représente 6,7% des loyers et est inférieur de 2,6 points à la médiane nationale.

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Taxe foncière	675	683	694	668	790
En % des loyers AVESNOISE	7,16%	7,17%	7,16%	6,72%	7,80%
Médiane nationale (B5bis)	8,6%	8,8%	9,2%	9,3%	
Ecart	-1,4%	-1,6%	-2,0%	-2,6%	
En € par logement AVESNOISE	271	271	293	280	330
Médiane nationale (B5)	409	420	436	450	
Ecart	-138	-149	-143	-170	

A compter de 2012, tout comme les autres sociétés du groupe, l'organisme a passé une convention avec un cabinet spécialisé dans la recherche d'optimisation fiscale ce qui conduit à l'augmentation perceptible des dégrèvements et abattements à compter de cet exercice. La rémunération du cabinet représente 40% des régularisations et économies obtenues. En interne, une personne au sein du service financier est identifiée comme référente pour la TFPB et les dégrèvements.

1.3.7 Les charges et produits exceptionnels

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Flux exceptionnels hors cession de patrimoine	1 392	617	-2	75	90

Le flux exceptionnel cumulé (hors activité de cession) correspond à +2 171k€, il est marqué par la réalisation jusque fin 2011 de la plus grosse partie du programme de démolitions ANRU concernant l'Avesnoise soit 223 logements essentiellement sur la commune de Fourmies (82%). Ainsi :

- Les exercices 2009 et 2010 enregistrent le versement des subventions pour perte d'autofinancement (soit 1 399k€ en 2009 et 764 k€ en 2010).
- L'exercice 2011 enregistre les charges de démolitions compensées sur le même exercice par la subvention ANRU.

A fin 2011, le plus gros des flux financiers exceptionnels induits par l'engagement dans l'ANRU sont comptabilisés pour l'Avesnoise.

2. LES RESULTATS COMPTABLES

4 325	4 427			
		3 774	3 726	3 866
-4 003	-4 557	-4 731	-4 339	-4 657
-153	-400	-461	-293	-511
-228	-342	-318	-242	-282
2 000	1 369	2 695	1 126	1 108
844	531	1 214	369	338
288	306	367	319	322
-347	-229	-888	-178	-62
-68	-65	-75	-72	-48
-45	-156	-198	-105	-14
-234	-8	-615	0	0
173	376	456	143	44
2 436	1 693	1 672	798	621
	-153 -228 2 000 844 288 -347 -68 -45 -234 173	-153	-153 -400 -461 -228 -342 -318 2 000 1 369 2 695 844 531 1 214 288 306 367 -347 -229 -888 -68 -65 -75 -45 -156 -198 -234 -8 -615 173 376 456	-153 -400 -461 -293 -228 -342 -318 -242 2 000 1 369 2 695 1 126 844 531 1 214 369 288 306 367 319 -347 -229 -888 -178 -68 -65 -75 -72 -45 -156 -198 -105 -234 -8 -615 0 173 376 456 143

Les résultats cumulés sont bénéficiaires de 7 218k€.

Sur la période, l'organisme régularise progressivement la provision réglementée qu'il avait dû constituer suite à un déséquilibre entre l'amortissement technique et financier (règle comptable aujourd'hui supprimée).

La politique de vente (soit 17 ventes en 5 ans), sans être indispensable, permet de soutenir le résultat qui est très fortement impacté par les sorties de valeur nette comptable induite par la politique de remplacement de composants et les sorties d'actifs afférentes aux démolitions dans le cadre de l'ANRU (exercice 2009 et 2011).

Il convient de noter que les créances douteuses font l'objet d'un provisionnement particulièrement prudent et qui impacte fortement le résultat dans la mesure où l'organisme provisionne à 100% les créances locatives douteuses quelle que soit l'antériorité des créances ou leurs montants cela à compter du premier moins de retard.

ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE

1. FONDS DE ROULEMENT

1.1 SYNTHESE

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Capitaux propres	30 487	31 576	31 728	32 299	32 666
Provisions pour risques et charges	1 352	1 138	1 281	1 143	1 158
Dont PGE	1 345	1 118	1 277	1 126	1 152
Amortissement et provisions (actifs immobilisés)	35 644	38 908	38 409	41 618	45 133
Dettes financières	61 553	63 060	63 609	62 905	62 948
Actif immobilisé brut	121 318	126 638	126 881	131 019	136 132
Fonds de Roulement Net Global	7 719	8 044	8 147	6 946	5 773
F.R.N.G. à terminaison des opérations	0	0	0	0	7 240

Evolution des dettes financières et de l'actif immobilisé

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Dettes financières	61 553	63 060	63 609	62 905	62 948
Variation brute		1 507	549	-704	43
Variation relative		2%	1%	-1%	0%
Actif immobilisé brut	121 318	126 638	126 881	131 019	136 132
Variation brute		5 320	243	4 138	5 113
Variation relative		4%	0%	3%	4%

1.2 EVOLUTION EN MOIS DE DEPENSES

2009	2010	2011	2012	2013
6,9	6,6	6,9	6,1	4,8
3,78	3,93	3,9	3,8	
+3,1	+2,7	+3,0	+2,3	-
	6,9 3,78	6,9 6,6 3,78 3,93	6,9 6,6 6,9 3,78 3,93 3,9	6,9 6,6 6,9 6,1 3,78 3,93 3,9 3,8

1.3 MOYENS FINANCIERS

Besoin de financement et fonds de roulement au 31 décembre 2013 et à terminaison des opérations

En k€

All My	
Situation nette	21 322
Stock d'intérêts compensateurs (c/16883) si c/7963 inutilisé	0
Excédent (ou Insuffisance) AT/AF locatif	1 463
Eventuellement Reprises cumulées sur subventions non locatives (partie du C/139)	0
AT bureaux	421
Autres emprunts nets	713
Total moyens financiers fin 2013	23 918
Dépenses comptabilisées fin 2013	-133 510
Subventions notifiées fin 2013	13 419
Emprunts locatifs encaissés fin 2013	103 211
Remboursements anticipés emprunts	-1 880
Autres utilisations	-1 325
Moyens Financiers Immobilisés à l'équilibre des opérations fin 2013	-20 084
FONDS PROPRES DISPONIBLES 31/12/2013	3 834
Dépenses restant à comptabiliser	4 740
Emprunts restant à encaisser	6 208
Subventions restant à notifier	0
Total des moyens financiers immobilisés à terminaison:	-18 617
FONDS PROPRES DISPONIBLES A TERMINAISON	5 301
Dépôts et cautionnements reçus	715
Provisions pour risques	1 158
Provisions pour dépréciation de Haut d'Actif	65
FRN 31/12/2013	5 773
FRN A TERMINAISON	7 240

1.4 TABLEAU EMPLOIS-RESSOURCES

En k€	2010	2011	2012	2013	2010/2013
FRN en début de période	7 719	8 044	8 147	6 946	0
Capacité d'autofinancement PCG exercice	4 427	3 774	3 726	3 866	15 793
Remboursements emprunts hors R.A. (compris C/6863)	-2 856	-3 026	2 972	-3 018	-11 871
Variation dépenses d'investissements	-6 227	4 644	4 900	-5 504	-21 275
Financts. comptabilisés (empr. + subv. + var. cap. Propres))	4 621	3 671	2 762	3 543	14 597
Remboursements anticipés d'emprunts locatifs	-6	0	0	0	-6
Cessions d'actifs	376	456	143	44	1 019
Variation dépôts locataires et autres dépôts	12	37	29	-8	70
Rembour. d'emprunts non locatifs et hors prêts accession	-31	-70	-62	-67	-231
Variation des prêts aux accédants exercice	3	3	4	2	12
Variation Provisions dépréciation de bas d'actif	7	-98	69	-31	-53
FRNG en fin d'exercice	8 044	8 147	6 946	5 773	

Le tableau de financement pour la période 2009/2013 se présente comme suit :

2010 à 2013
3 922
-21 275
14 597
-6
-2 762
1 019
-203
-1 947

Couverture des immobilisations par financements externes sur la période contrôlée :

En k€	2010	2011	2012	2013 Cui	mul période
Investissements	6 227	4 644	4 900	5 504	21 275
Subventions	234	62	462	407	1 165
Dettes financières	4 387	3 609	2 301	3 137	13 433
% de couverture par financements externes	74%	79%	56%	64%	69%

2. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Stocks (toutes natures)	1 343	1 492	1 414	1 328	538
dont Accession	1 343	1 492	1 414	1 328	538
Autres actifs d'exploitation	7 758	6 313	5 565	5 131	4 187
Provisions d'actifs circulant	694	687	785	717	748
Dettes d'exploitation	5 602	3 988	2 453	1 783	1 759
Besoin (+) ou Ressource (-) en F.R. d'Exploitation (B)	2 805	3 130	3 741	3 960	2 218
Créances diverses	267	525	509	359	412
Dettes diverses	2 450	2 522	2 074	2 554	2 3 1 5
Besoin (+) ou Ressource (-) en F.R. Hors Exploitation (C)	-2 183	-1 997	-1 565	-2 196	-1 903
Besoin (+) ou Ressource (-) en Fonds de Roulement (D = B+C)	622	1 133	2 176	1 764	315

• Volume de subventions notifiées en attente d'encaissement notamment au titre de l'ANRU :

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Subventions à recevoir	6 347	4 894	4 014	3 643	2 572
soit en % des autres actifs d'exploitation	81,81%	77,52%	72,12%	71,00%	51,43%

3. TRESORERIE

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Valeurs mobilières de placement	408	1 019	121	0	700
Disponibilités	6 689	5 893	5 849	5 182	4 758
Trésorerie nette	7 098	6 912	5 970	5 182	5 458
Trésorerie nette en mois de dépenses AVESNOISE	5,07	4,83	4,33	3,96	3,96
Médiane nationale	3,23	3,23	3,1	3	

ANALYSE PREVISIONNELLE

1. HYPOTHESES

La société dispose d'une projection financière d'exploitation établie en 2013 pour une durée de 19 ans et actualisée à l'occasion du conseil d'administration commun aux deux SA du groupe du 13 février 2013 dont le but était de vérifier la soutenabilité de la stratégie patrimoniale.

Le plan prévisionnel analysé ci-après est l'outil de travail interne de l'organisme actualisé en février 2013 élaboré sur la base des comptes 2011 définitifs. Cette étude a été confirmée dans ses principes et tendances financières lors des conseils d'administration d'octobre 2013 et 2014 dans le cadre de la préparation du budget de l'année suivante et des présentations en séance des DIP 2012-2017 et 2013-2018.

Une actualisation de cette étude est en cours lors du contrôle et doit être validée lors du conseil d'administration du premier trimestre 2015. L'organisme est en phase d'achèvement de son programme ANRU (volet promotion neuve) et la dernière actualisation de son PSP date de 2009.

L'organisme se trouve à une période charnière durant laquelle des arbitrages stratégiques restent à prendre rapidement au regard des besoins de maintenance constatés sur son parc.

1.1 DERNIERES HYPOTHESES ECONOMIQUES RETENUES PAR L'ORGANISME VALIDEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1.1 Base de travail :

L'outil interne de l'organisme est un tableur dont la mise à jour est fastidieuse et source d'erreur. Il est actualisé tous les 2 ans. L'organisme envisage le déploiement d'un nouvel outil courant 2015.

Les données comptables qui servent de base à la projection soumise au conseil d'administration le 13 février 2013 correspondent aux comptes arrêtés au 31/12/2011. L'exercice de dossier individuel prévisionnel (DIP) réalisé par la fédération a été l'occasion pour l'organisme de vérifier le bien fondé de ces hypothèses économiques avec une mise à jour de l'année de référence comptable.

1.1.2 Analyse des principales hypothèses économiques retenues :

Hypothèses de pertes sur vacances et impayés:

L'organisme retient une perte moyenne annuelle pour vacance et impayés de -2,35% des loyers à compter de 2014 (soit 1,5% de perte de loyer imputable à la vacance et 0,9% imputable à l'impayé).

Ce postulat de travail s'avère optimiste au regard des tendances observées en fin de période notamment sur l'impayé.

Une variante est étudiée par l'organisme sur la base d'une perte moyenne estimée à 5% des loyers qui conduit à une perte d'autofinancement de 2,6 points par an. Cette hypothèse en mode dégradée n'est pas utilisée pour l'analyse du potentiel financier à terminaison.

· Evolution des loyers :

Pour les logements ordinaires : +2,25% en 2013, et +1,5% au-delà.

L'organisme ne prévoit pas de hausse des loyers après réhabilitation ni à la relocation.

Il retient une hypothèse de hausse contenue des loyers des logements ordinaires.

Pour les loyers annexes : +1% dès 2014.

Pour les foyers : pas d'activité.

• Evolution de la TFPB :

De 2013 à 2019, + 3,5% en moyenne par an puis 3% au-delà.

Hypothèse fiscale :

L'organisme n'intègre pas d'hypothèse de prélèvement substitutif au prélèvement sur le potentiel financier.

• Frais de structures pour la période 2014/2024 :

+ 3 % de hausse par an des frais de personnel et des frais généraux.

Les frais de structure sont plafonnés à 22% des loyers jusque 2020 et à 23% au-delà.

L'organisme opte pour une hypothèse de maîtrise de ses coûts de fonctionnement plus soutenue que le niveau observé dans le cadre du contrôle (fin 2013 le coût de gestion représente 25,6% des loyers)

- Produits financiers: +0,6% des loyers jusque 2020 et +0,5% au-delà.
- Produits autres activités: un arrêt progressif de l'activité accession à fin 2014; une activité modeste d'aménageur avec vente de parcelles viabilisées (flux moyen de 63k€ par an jusque 2020)
- Hypothèses d'évolution du livret A: +2,25%

L'étude veille à ce que le service de la dette n'excède pas les 50% par rapport aux loyers. Le poids du service de la dette diminue avec l'extinction progressive de la dette ancienne.

Une variante est analysée pour intégrer le réaménagement de dette de la société qui n'était pas abouti lors de l'établissement de l'étude et qui a été finalisée en 2014. Il porte sur 20 983k€ et permet de reporter 1 160k€ au-delà de 2020 (soit environ 165k€ par an). L'étude-variante acte un montant de report de 2 600k€ soit environ 400k€ par an. Cette variante met en lumière que les marges de manœuvres dégagées par le réaménagement de dette sont absorbées par la hausse des pertes pour vacances et impayés.

1.2 HYPOTHESES D'EVOLUTION PATRIMONIALE SUR 10 ANS

La production neuve en logement ordinaire :

La production est identifiée jusqu'à fin 2015 puis elle est établie sur la base d'une opérationtype pour un coût moyen de 142k€ (valeur 2013 puis actualisation des coûts de construction de 2% par an).

Les livraisons d'opérations sont prévues sur un rythme de 20 logements par an en moyenne à compter de 2014. A fin 2014, l'organisme prévoit l'achèvement en travaux de son programme ANRU (avec la mise en service de l'opération de la Marlière à Fourmies) et retrouve un rythme de production standard.

Cela représente un investissement neuf 2014/2024 de 38 655k€ sur 10 ans financé en moyenne à 95% par fonds externes et à 5% par fonds propres soit 2 095k€ de fonds propres à investir.

Le plan de financement type reprend une limitation de l'apport en fonds propres et prévoit un recours important à l'emprunt qui implique une dégradation de l'autofinancement net. Il prévoit une hypothèse prudente de 2,5% en subvention.

Production neuve logements foyer:

L'organisme ne prévoit pas d'activité de développement à ce titre.

L'effort de maintenance

Entretien courant et gros entretien :

L'étude de l'organisme prévoit le maintien de l'enveloppe entretien courant et GE à hauteur de 1 400k€ (12,5% des loyers) par an entre 2014 et 2017 puis dès 2018 une hausse graduelle pour atteindre les 2 000k€ par an en 2025 (15% des loyers). A fin 2013, l'organisme avait consacré un budget de 1 175k€.

Réhabilitation et remplacements de composants

La CUS, ainsi que l'ancien PSP, identifient très clairement un enjeu de maintien de la valeur patrimoniale et pointent un axe de travail fort sur ce sujet.

L'organisme ne se fixe pas d'objectif de réhabilitation en nombre de logements par an. Il retient le principe d'une enveloppe financière allouée chaque année. Cela correspond à un programme financier 2014/2024 de 11 344k€.

Le remplacement de composants est pris en charge à 100% sur fonds propres sur la base d'une enveloppe annuelle de 330k€ à compter de 2014 sans actualisation soit une enveloppe de 3 630k€.

Les rénovations lourdes (hors ANRU) sont financées à 90% en emprunt et à 10% en fonds propres soit une enveloppe de 7 714k€ dont 771k€ de fonds propres.

L'organisme a achevé son programme sur le volet ANRU depuis 2012. L'étude n'analyse pas de scénario de réinscription dans le dispositif.

Les cessions de patrimoines sont prévues dans la CUS à un rythme de 3 logements par an. L'étude prévisionnelle prévoit la vente de 22 logements soit 2 par an entre 2014 et 2024 pour un prix de vente moyen de 35k€ et un chiffre d'affaires estimé à 770k€.

Les ventes ne sont pas nécessaires au financement de la stratégie patrimoniale étudiée.

La vente de parc n'est pas indispensable à la soutenabilité financière de l'étude produite.

Démolitions : néant.

Aucune démolition de parc obsolète n'est étudiée.

Synthèse:

La politique d'investissement représente sur les 10 prochaines années 49 999k€ dont 6 496k€ en fonds propres (soit 13% équivalent à un effort annuel d'apport moyen de 600k€). Les modalités de financement envisagées sont cohérentes avec les capacités financières de l'organisme. Toutefois, l'étude intègre un effort de maintenance régulier sur le parc dont la suffisance reste délicate à apprécier faute de PSP actualisé.

2. DONNEES CHIFFREES

2.1 RENTABILITE PREVISIONNELLE PREVUE PAR LA SA HLM L'AVESNOISE:

En k€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Marges autres activités	75	61	62	63	64	66	67	68	70	71	73
Loyers patrimoine	9 570	9 717	9 866	10 018	10 172	10 328	10 486	10 647	10 811	10 976	11 145
Foyers et résidences	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SLS	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5
Loyers annexes	469	474	479	484	488	493	498	503	508	513	518
Loyers nouveaux programmes	599	774	880	990	1 102	1 218	1 337	1 459	1 585	1714	1 847
Loyers annexes nouveaux prog.	32	41	46	52	58	64	70	77	83	90	97
Production immobilisée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70
Autres produits	-15	-15	-15	-15	-15	-15	-15	-15	-15	-15	-15
Total Produits	10 803	11 125	11 393	11 666	11 944	12 228	12 518	12 814	13 116	13 425	13 739
Frais de personnel NR	1 862	1 918	1 976	2 035	2 096	2 159	2 224	2 290	2 359	2 430	2 503
Frais généraux	473	487	501	516	532	548	564	581	599	617	635
Maintenance	1 400	1 400	1 400	1 400	1 650	1 700	1 750	1 900	1 949	1 995	2 042
TFPB	751	791	816	841	869	913	940	968	997	1 027	1 058
Pertes sur charges locatives	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Pertes sur créances irrécouvrables	96	99	101	104	106	109	112	114	117	120	123
Total Charges	4 597	4710	4 810	4 911	5 269	5 444	5 605	5 869	6 036	6 203	6 3 7 5
Capacité d'autofinancement	6 206	6 415	6 583	6 755	6 675	6 785	6914	6 945	7 081	7 221	7 3 6 4
Remboursement locatif	5 210	5 471	5 529	5 571	5 459	5 269	5 251	4 804	4 791	4 847	4 774
Autofinancement net HLM	996	945	1 054	1 184	1 216	1 516	1 663	2 142	2 289	2 374	2 590
en % des loyers	9,3%	8,6%	9,3%	10,3%	10,3%	12,5%	13,4%	16,9%	17,6%	17,9%	19,0%
Autofinancement net HLM variante réaménagement											
dégradation vacance /impayé	896	1 045	1 154	1 284	1 316	1 516	1 663	1 342	1 489	1 574	1 790
en % des loyers	8,6%	9,8%	10,5%	11,4%	11,4%	12,9%	13,9%	10,9%	11,8%	12,2%	13,5%

2.2 POTENTIEL FINANCIER A TERMINAISON ENTRE 2014 ET 2024:

Extrait de l'étude de l'organisme

En k€	2011	2012	2013	2014	2015	2016	201	7 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Autofinancement	892	944	996	945	10:	54 1	184	1 216	1 516	1 663	2 142	2 289	2 374	2 590
Cession	70	70	70	70	70)	70	70	70	70	70	70	70	70
Fonds propres investis	-549	-698	-993	-581	-52	.8 -	532	-537	-542	-547	-552	-557	-562	-567
+/- autres paramètres	445	958	551	-75	-7:	5	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75	-75
Potentiel à terminaison 6 562	7.420	9.60	3 931	7 0 67	6 10 1	00 1/	0 944	11 518	12 497	12 500	15 102	16 011	10 710	20 726
terminaison 0 502	1420	0 09.	3 931	901	0 101	70 1	0 044	11 318	14 40/	13 398	12 193	10 911	10 /18	20 /30

MODALITES DE FACTURATION DES PRESTATIONS DU GIE SAI

1. CLEFS DE REPARTITION

La répartition des frais du GIE entre ses membres est validée annuellement à posteriori lors de l'assemblée générale selon les modalités suivantes :

Poste	Modalités de répartition entre membres
Salaires et charges	Répartition sur la base des temps passés par agent par société
Informatique	Répartition sur la base du nombre de compte gérés par société
Frais de véhicule et déplacement	Répartition sur la base d'un suivi analytique des dépenses par salarié et ventilation sur la base des temps passés par société
Frais mobilier et assurance	Répartition sur la base des temps passés par agent par société
Affranchissement, fournitures, missions, téléphonie	Répartition sur base du décompte réel des frais par société
Communication, cotisations, documentation, honoraires, frais	
financier et frais généraux non affectables	Répartition forfaitaire entre les sociétés Promocil (85%) et L'Avesnoise (15%)

Le GIE effectue pour chaque exercice une répartition de la masse salariale sur la base des temps passés déclaratifs des membres du personnel pour chacune des sociétés. Cet outil permet aussi d'identifier l'activité (locative, développement...), le site et le service (gestion locative, maintenance ...) mais ces éléments ne sont pas exploités pour l'analyse.

La répartition des autres frais donne lieu à l'établissement d'une seconde matrice qui permet une ventilation par rubrique puis une analyse poste par poste.

La répartition effectuée se veut donc principalement étayée sur la base des coûts réels. La part ventilée sur une base forfaitaire est effectivement marginale, elle représente en 2013 moins de 2% de la facturation faite aux principales sociétés anonymes membres. Lors du contrôle, aucune incohérence majeure d'affectation n'a été identifiée. Ce système profite essentiellement à la plus petite structure membre qui est actuellement inactive.

2. MODALITES DE PRESENTATION, DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DE LA REDEVANCE

La facturation est établie par le GIE à l'attention de chacune des sociétés-membres. Il convient de noter que :

- Le montant prévisionnel de la redevance ne donne pas lieu à une analyse spécifique en conseil d'administration lors des exercices de préparations budgétaires de chaque société;
- En terme de porter à connaissance à posteriori, il convient de relever que depuis 2013 les rapports de gestion des membres ne détaillent plus le montant et la composition de la redevance.
 Cette information figure uniquement dans les documents présentés lors de l'assemblée générale du GIE;
- Enfin, la facturation adressée à chaque société est très succincte et ne fournit aucun élément de compréhension sur les prestations facturées.

La redevance est perçue par avance avec une régularisation en fin d'exercice. En 2013, le rythme des appels à versement est quelque peu différent pour les 2 principales sociétés membres et légèrement pénalisant pour la SA HLM L'Avesnoise ainsi :

- Concernant la L'Avesnoise, les versements les versements sont concentrés sur le 1er semestre soit un niveau de versement à début juin qui couvre 71% des frais de fonctionnement contre 63% à fin juin pour l'autre SA HLM membre du groupe SAI.

3. EVOLUTION ET VENTILATION EFFECTIVE DE LA REDEVANCE ENTRE LES MEMBRES

Les prestations du GIE se répartissent entre les SA L'Avesnoise (17%), et les autres membres (83%). Le CAL-PACT de l'Avesnois n'est plus membre du GIE depuis le 01/01/2012.

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
SA Promocil	9 104	9 050	9 372	9 853	10 235
PACT Avesnois	979	1 090	1 044	0	0
SCP LSA	65	17	9	6	6
Total de la redevance au GIE	11 978	12 000	12 385	11 865	12 274
Variation en k€		+22	+385	-520	+409
Dont SA Avesnoise	1 831	1 842	1 960	2 005	2 033
Variation relative concernant l'Avesnoise		+11	+118	+45	+28
Part de L'Avesnoise sur la redevance au GIE	15,28%	15,35%	15,83%	16,90%	16,56%

Cette répartition est cohérente et correspond au niveau d'activité de la société au sein du groupement. La redevance versée par L'Avesnoise au GIE progresse en moyenne de 2,2% par an ce qui est très modérée pour ce type de charge.

4. COMPOSITION FINE DE LA REDEVANCE

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Sous-total frais généraux	2 291	2 206	2 254	2 195	2 228
Sous - total salaires et charges	9 688	9 794	10 130	9 670	10 046
Total	11 978	12 000	12 385	11 865	12 274
Evolution des salaires		1%	3%	-5%	4%
Evolution des frais généraux		-4%	2%	-3%	2%
Evolution globale de la redevance		0,2%	3,2%	-4,2%	3,4%
En ETP GIE			195,93	182,57	190,08

Les frais généraux représentent 18% du coût de gestion. Ils sont très stables entre 2009 et 2013. La masse salariale représente, quant à elle, 82%. Son évolution est détaillée ci-après.

Evolution des frais généraux de L'Avesnoise :

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Frais de fonctionnement L'Avesnoise	400	370	397	402	382
En % des frais généraux du groupe	17%	17%	18%	18%	17%

Focus sur l'évolution de la masse salariale de L'Avesnoise au sein du groupe

Détail de la masse salariale facturée à l'Avesnoise

En k€	2009	2010	2011	2012	2013
Salaires et charges GIE	9 688	9 794	10 130	9 670	10 046
Dont refacturé à SA Avesnoise	1 431	1 472	1 563	1 604	1 651
En % de la masse salariale du groupe	15%	15%	15%	17%	16%

Composition de la masse salariale du groupe SAI

En k€	2009	2010	2011	2012*	2013
Rémunération du personnel	5 796	5 873	5 966	5 723	5 683
Intéressement	562	563	569	506	549
Intérim et autres (indemnité de départ)	3	7	57	-19	1
Charges sociales	3 457	3 474	3 664	3 710	4 004
TOTAL salaires et charges AVANT AIDE	9 817	9 916	10 256	9 919	10 237
Subvention CGLLS	96	100	105	236	185
Indemnités assurance -pôle emploi	33	22	21	14	6
TOTAL salaires et charges	9 688	9 794	10 130	9 670	10 046

^{*} sortie du CAL-PACT du GIE

Au global:

- De 2009 à 2011, les salaires et charges progressent de 2,2% par an en moyenne. Le taux de progression des charges sociales avoisine les 3%.
- Entre 2012 et 2013, les salaires et charges augmentent globalement de seulement 3,2%. La rémunération globale reste stable. La baisse des rémunérations est compensée par l'augmentation de l'intéressement.
- Entre 2009 et 2013, le GIE a perçu une subvention de la commission de réorganisation de la CGLLS dans le cadre de la mise en œuvre du programme ANRU. Cette subvention couvre 2,5% des rémunérations du groupe et contribue à la maitrise des coûts de gestion sur la période pour les 2 principaux membres dont principalement la SA L'Avesnoise.

SOURCES ET SIGLES UTILISES

REFERENCES DES INDICATEURS DE LA FICHE RECAPITULATIVE.

Indicateurs	Organisme ⁽⁴⁾	Réf. nat. données au :	Réf. Organisme de même taille ⁽⁵⁾ :
Évolution du parc depuis 5 ans (% annuel)	données 2013	01/01/2010 (moy. de l'ensemble des organismes)	01/01/2010 (moy. de l'ensemble des organismes)
Bénéficiaires d'aide au logement (%) (1)	données 2013	01/01/2012 (moy. de l'ensemble des organismes)	01/01/2012 (moy. de l'ensemble des organismes)
Logements vacants à plus de 3 mois, hors vac. techn. (%) (2)	données 2013	01/01/2014 (moy. de l'ensemble des organismes)	01/01/2014 (moy. de 1'ensemble des organismes)
Loyers mensuels (€/ m² de surface habitable) (2)	données 2013	01/01/2014 (moy. de l'ensemble des organismes)	01/01/2014 (moy. de l'ensemble des organismes)
Fonds de roulement net global à term. des op. (mois de dépenses)	données 2013		
Fonds de roulement net global (mois de dépenses) (3)	données 2013	31/12/2013 (méd. des SAHLM)	31/12/2013 (méd. des SAHLM)
Autofinancement net / chiffre d'affaires (%) (3)	données 2013	31/12/2013 (méd. des SAHLM)	31/12/2013 (méd. des SAHLM)
Taux d'impayés inscrit au bilan en % des loyers et charges (3)	données 2013	31/12/2013 (méd. des SAHLM)	31/12/2013 (méd. des SAHLM)

Sources

- (1) Rapport sur l'occupation du parc locatif social (OPS) et son évolution 2012, MEDAD/DGUHC
- (2) Enquête sur le parc locatif social (EPLS) au 1er janvier 2014, MEEDDAT/CGDD/SOeS/OSLC
- Circulaire loyer HLM pour les taux de loyers recommandés pour 2011, MEEDDAT/DGALN/DHUP
- (3) Ratios Boléro 2013
- (4) Données organisme 2013
- (5) Référents Boléro 2013, rations SA et OPH parc entre 6 000 et 12 000 logements -MEEDDTL/DGALN/DHUP

- SIGLES UTILISES

Sigle		Sigle	
AAH	Allocation pour Adultes Handicapés	ORU	Opération de Renouvellement Urbain
ANRU	Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine	PALULOS	Prime à l'amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale
APL	Aide Personnalisée au Logement	PLAI	Prêt Locatif Aidé d'Intégration
ASLL	Accompagnement Social Lié au Logement	PLATS	Prêt Locatif Aidé Très Social
CAL	Commission d'Attribution des Logements	PLI	Prêt Locatif Intermédiaire
ССН	Code de la Construction et de l'Habitation	PLR	Programme à Loyer Réduit
CGLLS	Caisse de Garantie du Logement Locatif Social	PLUS	Prêt Locatif à Usage Social
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale	PSP	Plan Stratégique de Patrimoine
CMP	Code des Marchés Publics	PSR	Programmes Sociaux de Relogement
CUS	Conventions d'Utilité Sociale	RHI	Résorption de l'Habitat Insalubre
DALO	Droit Au Logement Opposable	RMI	Revenu Minimum d'Insertion
DTA	Dossier technique d'amiante	SA d'HLM	Société Anonyme d'HLM
FRNG	Fonds de Roulement Net Global	SCI	Société Civile Immobilière
FSL	Fonds de Solidarité Logement	SCLA	Société Coopérative de Location Attribution
CIE	Groupement d'Intérêt Économique	SCP	Société Coopérative de Production
GPV	Grand Projet de Ville	SEM	Société anonyme d'Economie Mixte
нвм	Habitation à Bon Marché	SRU	Solidarité et Renouvellement Urbain (loi du 13 décembre 2000)
HLM	Habitation à Loyer Modéré	TFPB	Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
НЬМО	Habitation à Loyer Modéré Ordinaire	USH	Union sociale pour l'Habitat (union des différentes fédérations d'organismes d'HLM)
MOUS	Maîtrise d'Ouvrage Urbaine et Sociale	VEFA	Vente en État Futur d'Achèvement
ОРН	Office Public de l'Habitat	ZUS	Zone Urbaine Sensible